

BULLETIN D'INFORMATION

2001-6
Le 5 juillet 2001

Sujet : Extension de l'application du crédit d'impôt pour spectacles musicaux aux spectacles dramatiques et aux spectacles d'humour et précisions concernant la politique fiscale applicable aux particuliers et aux entreprises

Le présent bulletin d'information expose en détail les modalités d'application de l'extension du crédit d'impôt remboursable pour spectacles musicaux aux spectacles dramatiques et aux spectacles d'humour.

Il expose également en détail les modalités d'application de plusieurs autres mesures fiscales, dont certaines plus techniques, concernant l'impôt des particuliers, l'impôt des entreprises et les taxes à la consommation.

Ainsi, dans le domaine de l'impôt des entreprises, des modifications seront notamment apportées :

- au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise de façon à en simplifier le calcul;
- au congé fiscal pour les PME manufacturières des ressources éloignées afin d'en préciser l'application;
- au crédit d'impôt remboursable pour les activités de transformation dans les régions ressources afin d'y ajouter deux secteurs d'activité et d'en étendre l'application dans certains cas.

Dans le domaine des taxes à la consommation, des mesures seront introduites pour favoriser l'observation des règles fiscales dans l'industrie du vêtement. En outre, l'application de la taxe sur l'hébergement de 2 \$ par nuitée est étendue à deux autres régions touristiques du Québec, soit les régions de Charlevoix et de l'Outaouais.

Pour toute information concernant ces sujets, les personnes intéressées peuvent s'adresser au Secteur du droit fiscal et de la fiscalité en composant le (418) 691-2236.

Les versions française et anglaise de ce bulletin sont disponibles sur le site Internet du ministère des Finances à l'adresse suivante : www.finances.gouv.qc.ca

Des exemplaires papiers sont également disponibles, sur demande, à la Direction des communications du ministère en composant le (418) 691-2233.

Bulletin d'information 2001-6

Extension de l'application du crédit d'impôt pour spectacles musicaux aux spectacles dramatiques et aux spectacles d'humour et précisions concernant la politique fiscale applicable aux particuliers et aux entreprises

| | | |
|-----------|--|----------|
| 1. | MESURES CONCERNANT LES PARTICULIERS | 1 |
| 1.1 | Confirmation du droit pour le payeur d'une pension alimentaire de demander un crédit d'impôt à l'égard d'un enfant dont il partage la garde | 1 |
| 1.2 | Possibilité d'étaler l'imposition d'un paiement forfaitaire d'équité salariale versé par certains employeurs municipaux..... | 2 |
| 1.3 | Élargissement des mesures fiscales relatives aux biens ayant une valeur écologique indéniable | 4 |
| 1.3.1 | Reconnaissance du gouvernement du Canada à titre de donataire | 5 |
| 1.3.2 | Admissibilité de certains biens situés à l'extérieur du Québec..... | 6 |
| 1.4 | Octroi d'avantages fiscaux au bureau d'une division politique d'un État étranger | 8 |
| 1.5 | Instauration d'une déduction pour les producteurs étrangers | 11 |
| 1.6 | Précision de la politique fiscale relative aux allocations pour l'utilisation d'un véhicule à moteur..... | 14 |
| 1.7 | Obligation de produire une déclaration de renseignements à l'égard de certains paiements contractuels et des montants versés à titre de subventions..... | 15 |
| 1.7.1 | Déclaration de certains paiements contractuels versés par les ministères et organismes budgétaires du gouvernement..... | 15 |
| 1.7.2 | Déclaration de renseignements à l'égard des subventions | 17 |

| | | |
|-----------|---|-----------|
| 2. | MESURES CONCERNANT LES ENTREPRISES | 18 |
| 2.1 | Mesures concernant la culture..... | 18 |
| 2.1.1 | Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise | 18 |
| 2.1.2 | Crédit d'impôt remboursable pour la production de spectacles musicaux..... | 28 |
| 2.1.3 | Crédit d'impôt remboursable pour la production d'enregistrements sonores | 31 |
| 2.1.4 | Modification au délai à l'intérieur duquel les dépenses donnant droit aux crédits d'impôt remboursables relatifs au domaine culturel doivent être payées..... | 33 |
| 2.2 | Précisions concernant le congé fiscal pour les petites et moyennes entreprises (PME) manufacturières des régions ressources éloignées | 34 |
| 2.3 | Assouplissement relatif à l'obtention du certificat d'admissibilité pour le crédit d'impôt remboursable pour la Vallée de l'aluminium | 36 |
| 2.4 | Assouplissement relatif à l'obtention du certificat d'admissibilité pour le crédit d'impôt remboursable pour la Gaspésie et certaines régions maritimes du Québec..... | 38 |
| 2.5 | Modifications au crédit d'impôt remboursable pour les activités de transformation dans les régions ressources | 39 |
| 2.6 | Crédits d'impôt remboursables pour la recherche scientifique et le développement expérimental..... | 40 |
| 2.7 | Assouplissement de la notion de société admissible et précision de la notion d'entreprise admissible pour l'application de certains crédits d'impôt remboursables | 41 |
| 2.8 | Modification à l'impôt spécial applicable aux fiducies pour l'environnement..... | 44 |
| 2.9 | Assouplissement des règles relatives au transfert d'un bien sans incidence fiscale immédiate | 45 |

| | | |
|-----------|---|-----------|
| 2.10 | Ajout aux éléments permettant à une institution financière de bénéficier d'une déduction pour placements à l'égard des placements dans une société faisant le commerce de valeurs mobilières..... | 48 |
| 2.11 | Ajustements concernant les activités menées dans le cadre de l'exploitation d'un centre financier international auprès de participants au programme immigrant investisseur | 50 |
| 2.12 | Augmentation de la superficie disponible de certains sites désignés | 52 |
| 3. | MESURES CONCERNANT LES TAXES À LA CONSOMMATION | 55 |
| 3.1 | Mesures pour favoriser l'observation des règles fiscales dans l'industrie du vêtement..... | 55 |
| 3.2 | Application de la taxe spécifique sur l'hébergement dans les régions touristiques de Charlevoix et de l'Outaouais..... | 58 |
| 3.3 | Précision concernant les renseignements et les documents pouvant être exigés par une demande péremptoire | 59 |
| 4. | MESURES CONCERNANT L'HARMONISATION | 61 |
| 4.1 | Avis de motion de voies et moyens du 16 mars 2001..... | 61 |
| 4.2 | Communiqué du ministère des Finances du Canada du 12 avril 2001 | 65 |

ANNEXE

1. MESURES CONCERNANT LES PARTICULIERS

1.1 Confirmation du droit pour le payeur d'une pension alimentaire de demander un crédit d'impôt à l'égard d'un enfant dont il partage la garde

En vertu de la législation fiscale, un contribuable peut demander, pour une année d'imposition, un crédit d'impôt non remboursable à l'égard d'un enfant dont il est le père ou la mère, pour autant notamment que cet enfant ait, à un moment quelconque de l'année, habité ordinairement avec lui et été à sa charge.

Dans l'éventualité où plusieurs contribuables peuvent demander un crédit d'impôt à l'égard d'un même enfant, la législation fiscale prévoit qu'ils doivent s'entendre pour répartir le montant du crédit d'impôt entre eux. À défaut d'entente, le ministre du Revenu peut fixer le montant que chacun de ces contribuables peut déduire dans le calcul de son impôt autrement à payer.

Toutefois, depuis l'année d'imposition 1986, la loi prévoit une règle particulière visant à empêcher un contribuable qui paie une pension alimentaire pour l'entretien d'un conjoint ou d'un enfant de demander, dans certaines circonstances, un crédit d'impôt (une déduction avant 1988) à l'égard de la personne au bénéfice de laquelle la pension alimentaire est payée.

De 1986 à 1996, cette règle particulière avait principalement pour objectif d'empêcher qu'un contribuable puisse, à la fois, demander à l'égard de son conjoint ou de son enfant, pour une année d'imposition postérieure à celle dans laquelle était survenu l'échec de son union, une déduction pour la pension alimentaire qu'il avait payée pour l'entretien de l'une ou l'autre de ces personnes et une exemption personnelle ou un crédit d'impôt, selon le cas, à l'égard de cette même personne. Toutefois, la règle qui avait été élaborée n'avait pas pour effet de dénier cette possibilité à un contribuable dont l'enfant faisait l'objet d'une garde partagée.

En outre, malgré la défiscalisation des pensions alimentaires pour enfants en 1997, cette règle particulière a été maintenue pour empêcher que le payeur d'une pension alimentaire pour l'entretien du conjoint ou d'un enfant puisse demander, pour une année d'imposition postérieure à celle dans laquelle est survenu l'échec de son union, un crédit d'impôt à l'égard de son conjoint ou d'un enfant ne faisant pas l'objet d'une garde partagée.

Même si la politique fiscale vise à permettre aux contribuables partageant la garde de leurs enfants de demander un crédit d'impôt pour enfants à charge, il est possible, compte tenu du libellé de la disposition législative établissant la règle particulière, qu'un tribunal décide que le ministre du Revenu ne peut, en l'absence d'une entente entre les parents qui se partagent la garde d'un enfant, répartir entre eux le montant du crédit d'impôt demandé à l'égard de celui-ci si l'un des parents paie, à une fréquence régulière pendant toute l'année, une pension alimentaire pour l'entretien de l'enfant.

Or, considérant, d'une part, que la législation fiscale prévoit qu'un enfant doit, en règle générale, habiter ordinairement avec le contribuable qui demande un crédit d'impôt à son égard et que la valeur de ce crédit d'impôt doit faire l'objet d'une répartition entre tous les contribuables demandant un tel crédit d'impôt et, d'autre part, que le nombre d'ordonnances prévoyant la garde partagée des enfants ne cesse de croître, la règle particulière applicable aux payeurs d'une pension alimentaire pour l'entretien d'un enfant n'apparaît plus nécessaire.

De plus, compte tenu que le libellé de la disposition législative accordant un crédit d'impôt pour conjoint a également été modifié en 1997 pour prévoir qu'un contribuable a droit à un montant pour une personne qui, à un moment de l'année, est son conjoint si, à ce moment, il subvient aux besoins de cette personne dont il ne vit pas séparé en raison de l'échec de leur union, la règle particulière applicable aux payeurs d'une pension alimentaire pour l'entretien d'un conjoint n'a plus sa raison d'être.

La législation fiscale sera donc modifiée pour prévoir la suppression, à compter de l'année d'imposition 2001, de la règle particulière applicable aux payeurs d'une pension alimentaire pour l'entretien d'un conjoint ou d'un enfant. De plus, pour les années d'imposition non prescrites antérieures à l'année 2001, la législation fiscale sera précisée pour confirmer que le payeur d'une pension alimentaire à l'égard d'un enfant dont il partage la garde peut, s'il satisfait aux conditions prévues par ailleurs, demander un crédit d'impôt à l'égard de cet enfant.

1.2 Possibilité d'étaler l'imposition d'un paiement forfaitaire d'équité salariale versé par certains employeurs municipaux

En règle générale, les employeurs visés par la *Loi sur l'équité salariale* doivent payer, au plus tard le 21 novembre 2001, les premiers ajustements salariaux requis pour atteindre l'équité salariale, et peuvent étaler le versement d'un montant d'ajustement salarial sur une période maximale de quatre ans.

Pour certains employeurs, soit les municipalités ou autres organismes municipaux touchés par une réorganisation, des règles particulières ont été prévues dans la *Loi sur l'organisation territoriale municipale*, de façon, notamment, à reporter la date à laquelle ils doivent verser les ajustements salariaux requis pour atteindre l'équité salariale.

À l'arrivée de la date d'échéance qui leur est spécifiquement applicable selon ces règles, ces employeurs doivent, conformément aux dispositions prévues à cet égard dans la *Loi sur l'organisation territoriale municipale*, verser un paiement forfaitaire, tenant lieu du montant d'ajustement salarial qui aurait normalement dû être payé pour les heures travaillées depuis le 21 novembre 2001, si la date du versement des ajustements salariaux n'avait pas été reportée.

En vertu des règles fiscales, le plein montant du paiement forfaitaire d'ajustement salarial devra être inclus dans le calcul du revenu provenant de la charge ou de l'emploi pour l'année d'imposition dans laquelle il est reçu, et ce, même si une partie de ce paiement se rapporte à des années d'imposition antérieures.

De plus, ce paiement forfaitaire d'ajustement salarial ne sera pas admissible au mécanisme d'étalement prévu par le régime d'imposition et qui permet à un particulier de payer l'impôt afférent à certains paiements rétroactifs, tels un revenu de charge ou d'emploi reçu à la suite d'un jugement ou d'une sentence arbitrale ou un arrérage de pension alimentaire, comme s'ils avaient été reçus au cours de l'année à laquelle ils se rapportent.

En raison de la progressivité des taux d'imposition, le particulier qui recevra un paiement forfaitaire d'ajustement salarial versé conformément aux règles particulières en matière d'équité salariale prévues dans la *Loi sur l'organisation territoriale municipale*, pourra se trouver désavantagé par rapport à celui dont l'employeur n'est pas visé par ces règles, puisqu'il pourra devoir supporter, à l'égard d'un ajustement salarial requis pour atteindre l'équité salariale, un fardeau fiscal plus élevé.

Par souci d'équité envers les particuliers qui se trouveront dans une telle situation, la législation fiscale sera modifiée pour rendre admissible au mécanisme d'étalement des paiements forfaitaires rétroactifs, le paiement forfaitaire d'ajustement salarial qui sera versé conformément aux règles particulières en matière d'équité salariale prévues dans la *Loi sur l'organisation territoriale municipale*.

De cette façon, les particuliers s'éviteront de payer, à l'égard d'un paiement forfaitaire d'ajustement salarial requis pour atteindre l'équité salariale, un impôt plus élevé que celui qu'ils auraient eu à payer si ce paiement avait été reçu et imposé de façon continue au cours de chacune des années où il était exigible.

Cette modification s'appliquera à l'égard des paiements forfaitaires d'ajustement salarial reçus après le 31 décembre 2001.

1.3 Élargissement des mesures fiscales relatives aux biens ayant une valeur écologique indéniable

Le régime d'imposition prévoit différents allègements fiscaux visant à inciter les contribuables à faire des dons qui contribuent à la protection et à la mise en valeur du patrimoine écologique du Québec.

De façon sommaire, ces allègements fiscaux prennent la forme, d'une part, d'une déduction dans le calcul du revenu imposable ou d'un crédit d'impôt non remboursable pour dons, selon que le donateur est, respectivement, une société ou un particulier et, d'autre part, d'une réduction de moitié du taux d'inclusion du gain en capital pouvant résulter de l'aliénation, par voie de donation, d'un bien écologique.

Pour donner droit à ces allègements fiscaux, le don doit être effectué en faveur du gouvernement du Québec, d'une municipalité québécoise ou d'un organisme de bienfaisance enregistré dont la mission au Québec est reconnue par le ministre de l'Environnement, et avoir pour objet l'un des biens suivants :

- un terrain situé au Québec, dont la juste valeur marchande est attestée par ce ministre, et qui, de l'avis de celui-ci, a une valeur écologique indéniable;
- une servitude réelle, dont la juste valeur marchande est attestée par ce ministre, qui grève une partie ou la totalité d'un terrain situé au Québec ayant, selon l'avis de ce ministre, une valeur écologique indéniable et qui est consentie en faveur d'un terrain appartenant à l'un des donataires énumérés précédemment.

En règle générale, c'est la juste valeur marchande du bien, telle qu'attestée par le ministre de l'Environnement, qui doit être prise en considération dans le calcul de la déduction ou du crédit d'impôt non remboursable pour dons, selon le cas, et qui constitue le produit de l'aliénation du bien aux fins de la détermination du gain ou de la perte en capital pouvant résulter de sa donation.

Lorsque le bien donné est une servitude réelle, le gain ou la perte en capital doit, en outre, être déterminé en tenant compte d'une règle particulière qui vise à établir le prix de base rajusté de la servitude en réputant un certain montant à cet égard, de manière à lui attribuer une partie du prix de base rajusté du terrain qu'elle grève.

1.3.1 Reconnaissance du gouvernement du Canada à titre de donataire

Selon les règles actuelles, un contribuable qui donne au gouvernement du Canada un terrain situé au Québec et ayant une valeur écologique indéniable ou qui consent une servitude réelle grevant un tel terrain en faveur d'un terrain appartenant à ce gouvernement, ne peut bénéficier des allègements fiscaux propres aux dons écologiques.

Or, dans certaines circonstances, le gouvernement du Canada apparaît comme l'entité la mieux placée pour recevoir le don d'un tel bien en raison du fait, par exemple, que ce bien est situé à proximité d'un site naturel lui appartenant.

Des modifications seront donc apportées à la législation fiscale de façon à reconnaître, pour l'application des allègements fiscaux relatifs aux dons écologiques, le gouvernement du Canada à titre de donataire admissible à recevoir le don d'un terrain situé au Québec et ayant une valeur écologique indéniable ou d'une servitude réelle grevant un tel terrain, étant entendu, dans ce dernier cas, que la servitude réelle devra être consentie en faveur d'un terrain appartenant à ce gouvernement.

Ces modifications s'appliqueront à l'égard d'un don de tels biens effectué après le jour de la publication du présent bulletin d'information.

1.3.2 Admissibilité de certains biens situés à l'extérieur du Québec

Actuellement, le don doit obligatoirement porter sur un bien situé au Québec pour donner droit aux allégements fiscaux relatifs aux dons écologiques.

Cette règle a été mise en place en accord avec les objectifs de protection et de mise en valeur du patrimoine écologique du Québec poursuivis par ces mesures fiscales.

Or, dans certains cas particuliers, comme la protection d'une espèce faunique considérée comme menacée ou vulnérable par le gouvernement, la donation d'un bien situé dans une région limitrophe au Québec peut, au même titre que la donation d'un bien situé au Québec, contribuer à protéger et à mettre en valeur le patrimoine écologique québécois.

Par conséquent, des modifications seront apportées à la législation fiscale pour que le don de certains biens situés à l'extérieur du Québec en faveur d'un donataire reconnu puisse, à l'instar du don d'un bien situé au Québec et sous réserve des mêmes conditions et restrictions, donner ouverture à l'application des allégements fiscaux relatifs aux dons écologiques.

De façon plus particulière, les biens situés à l'extérieur du Québec qui pourront, advenant leur donation, donner ouverture à l'application de ces allégements fiscaux, seront les suivants :

- un terrain situé à l'extérieur du Québec dans une région limitrophe, si les conditions suivantes sont réunies :
 - la juste valeur marchande de ce terrain est attestée par le ministre de l'Environnement;
 - de l'avis de ce ministre, il s'agit d'un terrain ayant une valeur écologique indéniable et dont la préservation et la conservation sont importantes pour la protection et la mise en valeur du patrimoine écologique du Québec;

- une servitude réelle grevant une partie ou la totalité d'un terrain qui est situé à l'extérieur du Québec dans une région limitrophe et qui constitue, de l'avis du ministre de l'Environnement, un terrain ayant une valeur écologique indéniable et dont la préservation et la conservation sont importantes pour la protection et la mise en valeur du patrimoine écologique du Québec, si les conditions suivantes sont réunies :
 - la juste valeur marchande de cette servitude est attestée par le ministre de l'Environnement;
 - cette servitude est consentie en faveur d'un terrain appartenant à un donataire reconnu.

Quant aux entités qui seront reconnues à titre de donataire, elles seront les suivantes :

- un gouvernement, une municipalité ou un autre organisme public exerçant des fonctions gouvernementales;
- un organisme de bienfaisance enregistré dont l'une des principales missions est, de l'avis du ministre de l'Environnement du Canada, la conservation et la protection du patrimoine environnemental du Canada et qui aura été approuvé, relativement au don lui étant consenti, par le ministre de l'Environnement du Québec.

Pour plus de précision, ce sera, en règle générale, la juste valeur marchande du bien telle qu'attestée par le ministre de l'Environnement, qui devra être prise en considération dans le calcul de la déduction ou du crédit d'impôt non remboursable pour dons, selon le cas, et qui constituera le produit de l'aliénation de ce bien aux fins de la détermination du gain ou de la perte en capital pouvant résulter de sa donation.

De plus, lorsque le bien donné sera une servitude réelle, son prix de base rajusté devra être établi selon les mêmes modalités que celles qui prévalent actuellement à l'égard d'un tel bien grevant un terrain situé au Québec.

Enfin, un contribuable ne pourra se prévaloir d'une déduction dans le calcul de son revenu imposable ou d'un crédit d'impôt non remboursable pour dons, selon le cas, à l'égard du don d'un bien situé à l'extérieur du Québec, que s'il présente au ministre du Revenu les attestations du ministre de l'Environnement concernant, d'une part, la juste valeur marchande de ce bien et, d'autre part, la valeur écologique indéniable du terrain et l'importance de sa préservation et de sa conservation pour la protection et la mise en valeur du patrimoine écologique du Québec. Lorsque le don aura été consenti en faveur d'un organisme de bienfaisance enregistré, le contribuable devra, de plus, présenter au ministre du Revenu l'approbation de cet organisme qui aura été donnée par écrit par le ministre de l'Environnement relativement à ce don.

Ces modifications s'appliqueront à l'égard du don d'un bien situé à l'extérieur du Québec effectué après le jour de la publication du présent bulletin d'information.

1.4 Octroi d'avantages fiscaux au bureau d'une division politique d'un État étranger

Malgré que le gouvernement du Québec ne se soit pas déclaré lié par la *Convention de Vienne sur les relations diplomatiques* et la *Convention de Vienne sur les relations consulaires*, il reconnaît généralement que les dispositions de ces conventions constituent des normes minimales en matière de privilèges et d'immunités.

Aussi, la réglementation fiscale québécoise accorde aux membres des missions diplomatiques et des postes consulaires ainsi qu'aux membres de leur famille divers avantages fiscaux qui vont au-delà de ce qui est prévu dans ces conventions.

Plus particulièrement, les membres d'un poste consulaire, autre qu'un fonctionnaire consulaire honoraire, qui ne sont ni citoyens canadiens ni résidents permanents, bénéficient actuellement, sous réserve qu'ils n'exploitent pas d'entreprise au Québec et n'y remplissent aucune charge ou emploi autre que leur fonction auprès du gouvernement qu'ils représentent, d'une exonération des droits imposés en vertu de la *Loi sur les impôts* et d'un remboursement des taxes à la consommation imposées par une loi du Québec à l'égard d'un bien mobilier ou d'un service.

De plus, sous réserve qu'ils remplissent certaines conditions, les membres de la famille des membres d'un poste consulaire bénéficient des mêmes avantages fiscaux que ces derniers.

Par ailleurs, la réglementation québécoise prévoit qu'un gouvernement étranger est exempté, d'une part, de toute taxe foncière municipale ou scolaire sur un immeuble dont il est propriétaire, si cet immeuble est reconnu par la ministre des Relations internationales comme étant exclusivement destiné à des fins consulaires et, d'autre part, de toute taxe personnelle ou compensation municipale qui pourrait lui être imposée en tant que propriétaire, locataire ou occupant d'un tel immeuble, à l'exclusion de celles imposées de façon distincte et perçues en rémunération de services rendus.

Depuis plusieurs années déjà, le gouvernement du Québec accueille sur son territoire la Délégation Wallonie-Bruxelles. Les fonctions exercées au Québec par cette délégation étant sensiblement comparables à celles d'un poste consulaire, le bureau de cette délégation, son délégué et les membres de sa famille se sont vu accorder par le gouvernement du Québec des avantages similaires à ceux accordés à un poste consulaire et aux personnes ayant un lien avec lui.

Considérant qu'il y a lieu d'étendre ce traitement privilégié à d'autres délégations ou représentations d'une division politique d'un État étranger que le gouvernement du Québec pourrait accueillir sur son territoire, la réglementation actuelle sera modifiée pour accorder au bureau d'une division politique d'un État étranger et aux personnes ayant un lien avec lui, les mêmes avantages fiscaux que ceux accordés aux postes consulaires et aux personnes ayant un lien avec eux, pour autant que ce bureau soit reconnu comme exerçant au Québec des fonctions sensiblement comparables à celles d'un poste consulaire.

Pour bénéficier de ce traitement privilégié, le bureau d'une division politique d'un État étranger devra être reconnu par la ministre des Finances sur la recommandation de la ministre des Relations internationales.

Aux fins de cette reconnaissance, sera considéré comme une division politique d'un État étranger, une province, État ou division similaire d'un État étranger.

Plus particulièrement, le *Règlement sur les privilèges fiscaux consentis aux membres d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire et aux membres de leur famille*, sera modifié pour prévoir que le bureau d'une division politique d'un État étranger reconnu comme exerçant au Québec des fonctions sensiblement comparables à celles d'un poste consulaire, pourra bénéficier d'une exemption ou d'un remboursement, selon le cas, des taxes à la consommation imposées en vertu d'une loi du Québec à l'égard d'un bien ou d'un service, sous réserve des mêmes conditions et restrictions que celles actuellement imposées à une organisation internationale gouvernementale ayant conclu une entente avec le gouvernement du Québec.

Ce règlement sera également modifié pour prévoir que les personnes ayant un lien avec un tel bureau, soit les membres de ce bureau qui ne sont ni citoyens canadiens ni résidents permanents du Canada et les membres de leur famille, pourront bénéficier, sous réserve des mêmes conditions et restrictions, des avantages fiscaux relatifs à l'impôt sur le revenu et aux taxes à la consommation accordés aux fonctionnaires consulaires et aux employés consulaires ainsi qu'aux membres de leur famille.

Pour plus de précision, les membres du bureau d'une division politique d'un État étranger qui sont employés dans les services administratifs ou techniques de ce bureau seront assimilés à des employés consulaires.

De plus, le *Règlement sur le régime fiscal et scolaire applicable aux gouvernements des autres provinces, aux gouvernements étrangers et aux organismes internationaux*, sera modifié pour prévoir que le gouvernement d'une division politique d'un État étranger sera exempté, d'une part, de toute taxe foncière municipale ou scolaire sur un immeuble dont il est propriétaire, si cet immeuble est reconnu par la ministre des Relations internationales comme étant exclusivement destiné à des fins sensiblement comparables à des fins consulaires et, d'autre part, de toute taxe personnelle ou compensation municipale qui pourrait lui être imposée en tant que propriétaire, locataire ou occupant d'un tel immeuble, à l'exclusion de celles imposées de façon distincte et perçues en rémunération de services rendus.

Ces modifications réglementaires confirmeront le traitement privilégié accordé actuellement à la Délégation Wallonie-Bruxelles, à son délégué et aux membres de sa famille.

Par ailleurs, il y a également lieu de reconnaître, pour l'application de ces mesures, la Représentation du Gouvernement de l'État de la Bavière que le gouvernement du Québec accueille sur son territoire.

Cette dernière pourra bénéficier, rétroactivement au 1^{er} janvier 1999, des exemptions accordées par le *Règlement sur le régime fiscal et scolaire applicable aux gouvernements des autres provinces, aux gouvernements étrangers et aux organismes internationaux*, et pourra obtenir le remboursement des taxes à la consommation imposées en vertu d'une loi du Québec qu'elle a payées depuis cette même date.

De plus, les membres de cette Représentation et les membres de leur famille bénéficieront, sous réserve des mêmes conditions et restrictions, des avantages fiscaux accordés, en vertu du *Règlement sur les privilèges fiscaux consentis aux membres d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire et aux membres de leur famille*, aux personnes ayant un lien avec un poste consulaire, et ce, à compter de l'année d'imposition 2001 dans le cas de l'impôt sur le revenu, et du 1^{er} août 2001 dans le cas des taxes à la consommation.

1.5 Instauration d'une déduction pour les producteurs étrangers

Au cours des dernières années, divers intervenants ont su déployer des efforts considérables pour attirer au Québec des productions cinématographiques d'origine étrangère.

Ces efforts se sont notamment traduits par la mise en place d'une infrastructure de première qualité et la fourniture de services techniques hautement sophistiqués, que ce soit en animation 2D et 3D ou en effets visuels numériques, qui permettent au Québec d'être un endroit de choix pour le tournage de productions cinématographiques étrangères.

Afin d'appuyer ces efforts et de stimuler la création d'emplois dans ce secteur de l'économie, le gouvernement a instauré, à l'occasion du Discours sur le budget du 31 mars 1998, le crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique, qui donne généralement droit à une aide fiscale de 11 % à l'égard de certaines dépenses de main-d'œuvre québécoise engagées dans le cadre du tournage d'une production étrangère admissible.

Pour veiller à ce que le Québec maintienne sa position concurrentielle en matière de productions cinématographiques étrangères et favoriser encore davantage la venue au Québec de telles productions, un autre type d'aide fiscale sera accordé à compter de l'année d'imposition 2001, de façon à rendre non imposables entre les mains d'un particulier admissible, les paiements qu'il aura reçus pour des services rendus au Québec, à titre de producteur, dans le cadre d'une production admissible.

De façon générale, cette aide fiscale prendra la forme d'une déduction dans le calcul du revenu imposable du particulier admissible ou, le cas échéant, dans le calcul de son revenu gagné au Québec et de son revenu gagné au Canada, selon que les dispositions de la partie II de la *Loi sur les impôts* seront ou non applicables aux fins du calcul de son revenu.

☐ **Particulier admissible**

Pour l'application de cette mesure pour une année d'imposition donnée, l'expression « particulier admissible » désignera un particulier qui, dans les faits, n'a résidé au Canada à aucun moment de l'année donnée.

☐ **Conditions d'admissibilité**

Pour bénéficier de cet allègement fiscal pour une année d'imposition, le particulier admissible devra avoir œuvré, pendant l'année, à titre de producteur dans le cadre d'une production admissible, tel que l'atteste un certificat délivré, pour l'année, par la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) et qui est joint à sa déclaration fiscale produite pour cette année.

En règle générale, la SODEC reconnaîtra à titre de producteur, le particulier qui est responsable de la prise de décision tout au cours du développement du projet et de la production d'un film.

Quant à la notion de production admissible, elle aura essentiellement le même sens que celui retenu pour l'application du crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique, abstraction faite du critère visant à éviter le cumul des crédits d'impôt. Par conséquent, la SODEC reconnaîtra une production donnée à titre de production admissible, selon les mêmes critères que ceux qu'elle utilise déjà pour attester une production aux fins de l'obtention de ce crédit d'impôt.

De façon sommaire, une production sera reconnue à titre de production admissible, si, notamment, elle respecte certaines règles de coût minimum et n'appartient pas à une catégorie de production exclue pour l'application du crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise.

☐ **Modalités de calcul de la déduction**

Un particulier admissible dont le revenu, pour une année d'imposition, est calculé sans tenir compte des dispositions de la partie II de la *Loi sur les impôts* du fait qu'il est réputé résider au Québec toute l'année y ayant séjourné pour une ou des périodes formant au moins 183 jours, et qui, selon le certificat délivré pour cette année par la SODEC œuvre, pendant l'année, à titre de producteur dans le cadre d'une production admissible, pourra déduire dans le calcul de son revenu imposable pour l'année, un montant égal à l'excédent :

- de l'ensemble des montants dont chacun représente un paiement, y compris un traitement ou un salaire, reçu pour des services rendus au Québec dans le cadre de la production admissible et qui a été inclus dans le calcul de son revenu pour l'année; sur
- l'ensemble des montants déduits dans le calcul de son revenu pour l'année et qui peuvent raisonnablement être considérés comme attribuables à de tels services.

Dans le cas où les dispositions de la partie II de la *Loi sur les impôts* s'appliqueraient pour calculer le revenu d'un particulier admissible pour une année d'imposition, cette déduction se reflétera dans le calcul de son revenu gagné au Québec et de son revenu gagné au Canada.

☐ **Retenues à la source d'impôt**

Cette nouvelle déduction pour les producteurs étrangers sera automatiquement prise en considération dans le calcul des retenues à la source d'impôt sur le revenu, et ce, pour tout paiement effectué après la date de la publication du présent bulletin d'information.

1.6 Précision de la politique fiscale relative aux allocations pour l'utilisation d'un véhicule à moteur

En vertu de la législation fiscale actuelle, un particulier n'est pas tenu d'inclure dans le calcul de son revenu les allocations raisonnables pour l'utilisation d'un véhicule à moteur qu'il reçoit de son employeur pour voyager dans l'accomplissement de ses fonctions.

À cet égard, la législation prévoit que l'allocation qu'un particulier reçoit pour l'utilisation d'un véhicule à moteur en relation avec sa charge ou son emploi ou dans le cours de ceux-ci, est réputée ne pas être raisonnable lorsque l'évaluation de l'utilisation du véhicule, aux fins de l'allocation, n'est pas faite uniquement en fonction du nombre de kilomètres parcourus par le véhicule lors de cette utilisation en relation avec la charge ou l'emploi du particulier ou dans le cours de ceux-ci.

En s'appuyant sur cette présomption législative, le ministère du Revenu du Québec (MRQ) considère que lorsqu'un employeur verse une allocation d'un montant fixe qui n'est pas basée sur le nombre de kilomètres réellement parcourus par l'employé, cette allocation est imposable et doit être prise en considération aux fins du calcul des diverses cotisations payables par un employeur sur sa masse salariale. Toutefois, l'employé qui reçoit une telle allocation pourra, s'il satisfait à certaines conditions, déduire dans le calcul de son revenu les montants qu'il a dépensés pour l'utilisation de son véhicule à moteur.

La position du MRQ, qui se veut le reflet de la politique fiscale actuelle, a été remise en question récemment par la Cour d'appel du Québec. En effet, dans un jugement rendu le 18 décembre 2000¹, la Cour d'appel a restreint considérablement la portée de la présomption prévue par la *Loi sur les impôts* en énonçant que cette présomption ne fait qu'exiger que le kilométrage parcouru soit la seule base de référence dans l'évaluation servant à déterminer le montant alloué à titre d'allocation.

Estimant que la position du MRQ avait pour effet de transformer en remboursement de dépenses le concept d'allocation, la Cour d'appel a considéré qu'une allocation fixée en fonction d'une estimation du kilométrage parcouru annuellement à partir d'une extrapolation des kilomètres réels parcourus par les employés au cours d'une période de référence, pouvait être raisonnable.

¹

Sous-ministre du Revenu du Québec c. Ville de Beauport (dossier n° 200-09-002160-981).

Considérant que ce jugement va à l'encontre de la politique fiscale, la législation sera modifiée pour préciser qu'une allocation sera réputée ne pas être raisonnable si l'évaluation de l'utilisation du véhicule à moteur, aux fins de cette allocation, n'a pas été faite uniquement en fonction du nombre de kilomètres réellement parcourus par le véhicule à moteur lors de son utilisation en relation avec la charge ou l'emploi d'un particulier ou dans le cours de ceux-ci.

Cette modification s'appliquera de façon déclaratoire. Toutefois, elle ne s'appliquera pas à l'égard des causes pendantes devant les tribunaux le jour de la publication du présent bulletin d'information, ni à l'égard des avis d'opposition signifiés au ministre du Revenu au plus tard ce jour, lorsque le caractère raisonnable d'une allocation pour l'utilisation d'un véhicule à moteur a fait l'objet d'une contestation au plus tard ce jour dans de telles causes ou de tels avis et que la contestation a pour motif les éléments qui font l'objet de cette modification.

1.7 Obligation de produire une déclaration de renseignements à l'égard de certains paiements contractuels et des montants versés à titre de subventions

La réglementation fiscale actuelle prévoit l'obligation de produire au ministre du Revenu du Québec des déclarations relativement à divers renseignements nécessaires à l'établissement de cotisations prévues par la *Loi sur les impôts* et de transmettre, le cas échéant, copie de ces déclarations à toute personne qu'elles concernent.

Puisqu'il est démontré que l'observation de la législation fiscale par les contribuables s'en trouve accrue lorsque des déclarations de renseignements sont produites à l'égard des montants qui leur sont versés, de nouvelles mesures seront mises en place à compter de l'année 2002 afin, d'une part, d'inciter les contribuables à se conformer davantage aux lois fiscales et, d'autre part, d'améliorer l'équité du régime d'imposition.

1.7.1 Déclaration de certains paiements contractuels versés par les ministères et organismes budgétaires du gouvernement

L'économie québécoise est de plus en plus composée de travailleurs autonomes et de petites entreprises non constituées en société. Or, en l'absence de déclarations de renseignements et de retenues à la source à l'égard des montants versés dans le cadre d'une relation contractuelle, l'on assiste à une augmentation de l'inobservation des lois fiscales.

Afin d'améliorer l'observation des lois fiscales, les ministères du gouvernement du Québec et les organismes budgétaires énumérés à l'annexe 1 de la *Loi sur l'administration financière* seront tenus de produire une déclaration de renseignements à l'égard de toute personne ou société de personnes à qui un montant, autre qu'un montant exclu, aura été versé directement ou indirectement (c'est-à-dire porté à son compte), au cours d'une année civile donnée postérieure à l'année 2001, au titre de la prestation de services par elle ou pour son compte ou à la fois à un tel titre et au titre de la vente ou de la location de marchandises.

À cet égard, l'expression « montant exclu » s'entendra des montants suivants :

- un montant versé, en totalité ou en quasi-totalité, pendant l'année au titre de la vente ou de la location de marchandises;
- un montant à l'égard duquel une autre déclaration de renseignements doit être produite pour l'année conformément à la réglementation fiscale québécoise;
- un montant qui n'a pas à être inclus dans le calcul du revenu de son bénéficiaire, si celui-ci est un employé du ministère ou de l'organisme budgétaire;
- un montant versé au titre de la prestation de services à l'extérieur du Canada à un bénéficiaire qui n'était pas un résident du Canada au moment de la prestation;
- un montant versé à une personne dont l'identité doit être protégée;
- un montant versé à un gouvernement ou à une société d'État.

Toutefois, aucun relevé n'aura à être produit par un ministère ou un organisme budgétaire à l'égard des montants versés, autre qu'un montant exclu, au cours d'une année donnée à une personne ou à une société de personnes au titre de la prestation de services par elle ou pour son compte ou à la fois à un tel titre et au titre de la vente ou de la location de marchandises, lorsque le total des montants ainsi versés au cours de l'année est inférieur à 1 000 \$.

Pour plus de précision, dans tous les cas où une déclaration de renseignements devra être produite à l'égard d'un paiement contractuel versé par un ministère ou un organisme budgétaire à une personne ou à une société de personnes, cette dernière devra notamment communiquer à cette entité son numéro d'identification, soit son numéro d'assurance sociale si cette personne est un particulier, ou son numéro d'entreprise du Québec dans les autres cas.

Les ministères et organismes budgétaires devront transmettre les déclarations de renseignements au ministre du Revenu au plus tard le dernier jour de février de chaque année à l'égard de l'année civile précédente. Ces entités devront également transmettre à chaque personne ou société de personnes à l'égard de laquelle une déclaration doit être produite pour une année, une copie de la partie de la déclaration qui la concerne au plus tard à la date à laquelle cette déclaration doit être produite au ministre du Revenu.

1.7.2 Déclaration de renseignements à l'égard des subventions

En vertu de la législation fiscale actuelle, les subventions reçues par un contribuable peuvent, selon le cas, réduire le coût ou le coût en capital d'un bien, réduire le montant d'un débours ou d'une dépense ou constituer un revenu pour le contribuable.

Afin d'améliorer l'observation de la législation fiscale, le *Règlement sur les impôts* sera modifié pour prévoir que toute entité gouvernementale responsable du paiement d'une subvention sera tenue de produire une déclaration de renseignements faisant état des montants versés à ce titre, au cours d'une année civile donnée postérieure à l'année 2001, à une personne ou à une société de personnes.

À cet égard, l'expression « subvention » comprendra les paiements de transferts gouvernementaux, autres que les montants versés pour contribuer au financement des organismes publics, des réseaux de la santé et de l'éducation et du secteur municipal, mais ne comprendra pas un montant à l'égard duquel une autre déclaration de renseignements doit être produite pour l'année conformément à la réglementation fiscale québécoise.

Les entités responsables du versement de subventions devront transmettre les déclarations de renseignements au ministre du Revenu au plus tard le dernier jour de février de chaque année à l'égard de l'année civile précédente. Ces entités devront également transmettre à chaque personne ou société de personnes à l'égard de laquelle une déclaration doit être produite pour une année, une copie de la partie de la déclaration qui la concerne au plus tard à la date à laquelle cette déclaration doit être produite au ministre du Revenu.

2. MESURES CONCERNANT LES ENTREPRISES

2.1 Mesures concernant la culture

Le gouvernement appuie le développement des industries culturelles par le biais de plusieurs crédits d'impôt remboursables qui soutiennent les activités des entreprises québécoises. Afin de maintenir l'aide fiscale aux entreprises œuvrant dans le domaine culturel et d'assurer que les objectifs poursuivis par les crédits d'impôt accordés à cet égard soient respectés, des ajustements seront apportés au crédit d'impôt pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise, au crédit d'impôt pour la production de spectacles musicaux ainsi qu'au crédit d'impôt pour la production d'enregistrements sonores. Finalement, des modifications d'ordre technique seront apportées à l'ensemble des crédits d'impôt relatifs au domaine culturel, relativement au délai à l'intérieur duquel les dépenses donnant droit à ces crédits d'impôt doivent être payées.

2.1.1 Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise

Le crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise porte sur les dépenses de main-d'œuvre engagées par une société qui produit un film québécois, selon le sens qui est donné à cette expression par le *Règlement sur la reconnaissance d'un film comme film québécois*. Ce crédit d'impôt correspond généralement à 33 ⅓ % des dépenses de main-d'œuvre admissibles engagées pour produire le film.

Toutefois, les dépenses de main-d'œuvre donnant droit au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique ou télévisuelle ne peuvent excéder 45 % des frais de production du film, de sorte que l'aide fiscale ne peut généralement dépasser 15 % de ces frais.

À ce dernier égard, la législation fiscale permet que différents montants soient inclus dans le calcul des frais de production d'un film, malgré qu'aucun montant n'ait été réellement engagé.

Au cours des derniers mois, le ministère des Finances, de concert avec différents intervenants, a analysé les modifications qu'il serait opportun d'apporter de façon à simplifier les règles relatives au calcul du crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise.

Il est ressorti de ce processus, et des représentations qui ont été faites par les membres de l'industrie, qu'une modification structurelle à ce crédit d'impôt, de façon à utiliser les dépenses de main-d'œuvre comme seul paramètre de calcul, sans le plafond basé sur les frais de production, risquerait de causer une instabilité relativement à la structure financière des productions cinématographiques ou télévisuelles.

Dans ce contexte, des modifications seront apportées au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique ou télévisuelle dans le but d'en simplifier le calcul. Notamment, le plafond basé sur les frais de production sera conservé dans le calcul de ce crédit d'impôt, mais certaines modifications seront apportées en ce qui a trait aux éléments composant les frais de production. Ces modifications auront une portée prospective.

Par ailleurs, des modifications favorables à l'industrie cinématographique et télévisuelle, et ayant une portée rétroactive, seront apportées de façon à s'assurer que l'objectif poursuivi par la politique fiscale soit respecté, concernant notamment les productions pour lesquelles une demande de décision préalable a été formulée auprès de la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC), ou pour lesquelles une demande de certification finale a été formulée auprès de la SODEC lorsque aucune demande de décision préalable n'a été formulée, au plus tard le 31 août 2001.

☐ **Simplification du calcul des frais de production d'un film**

Actuellement, une partie des frais de production d'un film peut être constituée, d'une part, d'honoraires du producteur et de frais généraux d'administration réputés engagés et, d'autre part, de montants représentant la valeur de l'utilisation, sans contrepartie, de biens ou de services.

Plus particulièrement, la législation fiscale permet que soient admissibles, à titre de frais de production, un montant au titre des honoraires du producteur et un montant au titre des frais généraux d'administration dont chacun est égal au plus élevé des frais réellement engagés ou de 10 % du total des frais de tournage et des frais de postproduction. Cependant, le total des honoraires du producteur et des frais généraux d'administration ne peut excéder 25 % du total des frais de tournage et des frais de postproduction.

La législation fiscale permet aussi que soit admissible, à titre de frais de production, un montant égal à la juste valeur marchande de l'utilisation, sans contrepartie, de biens ou de services dans le cadre de la production d'un film.

— **Retrait des montants réputés engagés au titre des honoraires du producteur et des frais généraux d'administration**

Dans le but de simplifier le calcul du crédit d'impôt pour la production cinématographique ou télévisuelle et d'assurer, pour les membres de l'industrie, une meilleure prévisibilité du montant du crédit d'impôt dans leur structure financière, la législation fiscale sera modifiée de façon que seuls les montants réellement engagés pour la production d'un film soient inclus dans le calcul des frais de production de ce film.

Plus précisément, la législation fiscale sera modifiée de façon que les frais de production d'un film ne comprennent plus un montant réputé engagé au titre des honoraires du producteur et un montant réputé engagé au titre des frais généraux d'administration, dont chacun correspond à 10 % du total des frais de tournage et des frais de postproduction. Ainsi, des montants au titre des honoraires du producteur et au titre des frais généraux d'administration ne pourront être inclus dans le calcul des frais de production d'un film que s'ils ont été réellement engagés pour la production de ce film.

— **Retrait de la valeur de l'utilisation, sans contrepartie, de biens ou de services**

De plus, la législation fiscale sera modifiée de façon que la valeur de l'utilisation, sans contrepartie, de biens ou de services, ne puisse plus être incluse dans le calcul des frais de production d'un film.

— **Frais directement attribuables à la production d'un film**

En conséquence de ces modifications, aucune référence ne sera faite dorénavant aux frais se rapportant aux étapes du tournage et de la postproduction d'un film pour établir le montant des frais de production de ce film. Ainsi, les frais de production d'un film comprendront uniquement les frais réellement engagés qui sont directement attribuables à la production de ce film.

À cet égard, certains frais, par exemple les frais relatifs au sous-titrage ou au doublage d'un film, les frais financiers ou encore les frais légaux, peuvent être engagés après la copie zéro ou la date d'enregistrement de la bande maîtresse de ce film, et constituer néanmoins des frais directement attribuables à la production de ce film. Il y a donc lieu de reconnaître de tels frais dans le calcul des frais de production d'un film, dans la mesure où ces frais n'auraient pas été engagés si le film n'avait pas été produit.

— **Obligation de payer les frais de production**

Par ailleurs, actuellement, dans le calcul des frais de production d'un film, la législation fiscale prévoit seulement l'obligation pour la société d'engager de tels frais mais non de les payer, tandis qu'il est prévu que les dépenses de main-d'œuvre donnant droit à ce crédit d'impôt doivent être payées. Puisque le niveau d'aide fiscale accordé par ce crédit d'impôt dépend à la fois des dépenses de main-d'œuvre et du total des frais de production directement attribuables à la production d'un film, dorénavant toute dépense comprise dans les frais de production d'un film devra être engagée et payée avant qu'une société puisse demander un crédit d'impôt à cet égard.

Pour plus de précision, les frais de production qui auront été engagés dans le cadre de la production d'un film mais qui n'auront pas été payés avant qu'une société demande ce crédit d'impôt relativement à une année d'imposition donnée, ne feront pas partie du calcul du plafond basé sur les frais de production pour établir le montant du crédit d'impôt pour cette année d'imposition donnée, mais ils pourront l'être relativement à une année d'imposition subséquente dans la mesure où ils auront été payés avant que la société demande ce crédit d'impôt pour cette année d'imposition subséquente.

Compte tenu de ce qui précède, la législation fiscale sera modifiée de façon que les frais de production d'un film comprennent uniquement les frais directement attribuables à la production de ce film, qui sont engagés durant la période allant du scénario à la postproduction de ce film, ou dans un délai plus long jugé raisonnable par le ministre du Revenu, et qui sont payés par la société de production, sous réserve de la rubrique qui suit relativement à l'admissibilité d'une partie du coût d'acquisition d'un bien, avant que celle-ci demande ce crédit d'impôt.

– **Admissibilité d'une partie du coût d'acquisition d'un bien**

À cet égard, la législation fiscale sera aussi modifiée de façon à préciser que les frais de production directement attribuables à la production d'un film comprennent une partie du coût d'acquisition des biens appartenant à la société de production, et qui sont utilisés par elle dans le cadre de la production d'un film.

La partie du coût d'acquisition de tels biens qui pourra être incluse dans les frais de production d'un film correspondra à la partie de l'amortissement comptable de ces biens, pour une année, se rapportant à l'utilisation qui est faite par la société de ses biens, dans cette année, dans le cadre de la production de ce film.

Pour plus de précision, l'ensemble des montants ainsi inclus dans les frais de production de plusieurs films, relativement à un bien donné, ne devra pas excéder l'amortissement comptable total de ce bien.

– **Prolongation, au delà de la postproduction, de la période pendant laquelle des frais peuvent être engagés pour la production d'un film**

Par ailleurs, le délai, postérieur à la postproduction d'un film, à l'intérieur duquel le ministre du Revenu pourra reconnaître certaines dépenses à titre de frais de production d'un film, ne pourra excéder la date de la demande de la certification finale de ce film auprès de la SODEC.

En corollaire à cette modification conférant au ministre du Revenu le pouvoir de reconnaître certaines dépenses à titre de frais de production d'un film après la postproduction de ce film, une modification sera apportée à la législation fiscale de façon que les dépenses de main-d'œuvre engagées dans le cadre de la production d'un film et donnant droit à ce crédit d'impôt puissent, elles aussi, être engagées dans un délai plus long, jugé raisonnable par le ministre du Revenu, que la période allant du scénario à la postproduction de ce film, sous réserve de la limite exposée précédemment relativement à la date de la demande de la certification finale de ce film.

Ainsi, à titre illustratif, les frais relatifs au sous-titrage d'un film qui seront engagés par une société dans le cadre de la production de ce film, après la copie zéro ou la date d'enregistrement de la bande maîtresse de ce film, mais avant la date de la demande de la certification finale de ce film auprès de la SODEC, pourront être reconnus par le ministre du Revenu à titre de dépenses de main-d'œuvre et de frais de production de ce film, si toutes les conditions par ailleurs applicables dans le cadre du crédit d'impôt sont respectées.

— **Avantage, bénéfice ou remboursement réduisant la charge financière de la société de production**

En certaines circonstances, il peut arriver que la charge financière d'une société relativement à un film qu'elle a produit soit réduite lorsque, par exemple, elle obtient un bénéfice, un avantage ou un remboursement d'un tiers ou encore qu'elle aliène un bien lui appartenant qu'elle a utilisé dans le cadre de la production de ce film.

Afin que les frais directement attribuables à la production d'un film reflètent la charge financière réellement supportée par une société, la législation fiscale sera modifiée de façon que, pour une année d'imposition donnée pour laquelle cette société demande ce crédit d'impôt, les frais de production de ce film soient réduits, sous réserve des montants d'aide gouvernementale et d'aide non gouvernementale par ailleurs prescrits pour l'application de ce crédit d'impôt, du montant de tout avantage, bénéfice ou remboursement que la société a obtenu, est en droit d'obtenir ou peut raisonnablement s'attendre à obtenir, au plus tard à la date d'échéance de production qui lui est applicable pour cette année d'imposition donnée, que ce soit sous forme de compensation, de garantie ou de produit de l'aliénation d'un bien qui excède la juste valeur marchande de ce bien, ou sous toute autre forme ou de toute autre manière.

De plus, sera considérée comme un avantage, la partie du produit de l'aliénation d'un bien qui se rapporte à une partie du coût d'acquisition de ce bien qui a déjà été incluse dans les frais de production d'un film.

Pour plus de précision, lorsqu'une partie du coût d'acquisition d'un bien appartenant à une société aura été incluse dans les frais de production d'un film que cette société a produit², la partie du produit de l'aliénation de ce bien qui excédera la partie du coût d'acquisition de ce bien qui n'a pas fait l'objet d'amortissement dans le cadre de la production de ce film, sera considérée comme un avantage.

À titre illustratif, pour un film donné, si un bien appartenant à une société a été utilisé par elle et qu'un montant de 10 \$, représentant un amortissement de 10 % de ce bien ($100 \$ \times 10 \%$), a été inclus respectivement à concurrence de 5 \$ dans le calcul des frais de production de ce film et d'un autre film, et que ce bien est revendu 100 \$, au plus tard à la date d'échéance de production qui est applicable à la société pour l'année d'imposition dans laquelle elle demande ce crédit d'impôt à l'égard du film donné, un montant de 5 \$ devra être soustrait du calcul des frais de production de ce film donné.

— Limite au montant des frais de production

Tel que mentionné précédemment, la législation fiscale prévoit que le total des honoraires du producteur et des frais généraux d'administration se rapportant à un film ne peut excéder 25 % du total des frais de tournage et des frais de postproduction de ce film.

Compte tenu des modifications qui seront apportées à la législation fiscale relativement aux frais réellement engagés qui sont directement attribuables à la production d'un film, et plus particulièrement en ce qui a trait à l'absence de référence aux étapes du tournage et de la postproduction d'un film, la législation fiscale sera modifiée de façon que cette limite de 25 % soit retirée.

² Tel que mentionné précédemment, la partie du coût d'acquisition d'un bien, dans ces circonstances, correspond à la partie de l'amortissement comptable de ce bien, pour une année, se rapportant à l'utilisation qui est faite par la société de ce bien, dans cette année, dans le cadre de la production de ce film.

Toutefois, afin d'éviter que des montants substantiellement plus élevés que les normes généralement reconnues par l'industrie ne soient inclus dans le calcul des frais de production d'un film, la législation fiscale sera modifiée afin que le ministre du Revenu puisse refuser de reconnaître, à titre de frais de production d'un film, tout montant faisant partie des frais de production de ce film qu'il jugera déraisonnable comparativement aux normes de l'industrie.

— **Hausse du taux du plafond basé sur les frais de production**

En raison des modifications apportées aux éléments composant les frais de production d'un film, la législation fiscale sera modifiée de façon à hausser le taux du plafond basé sur les frais de production d'un film, afin que le niveau d'aide fiscale actuellement accordé par ce crédit d'impôt soit maintenu.

Ainsi, le taux du plafond basé sur les frais de production d'un film sera haussé à 50 %.

☐ **Date d'application**

Ces modifications s'appliqueront à l'égard d'une production cinématographique ou télévisuelle pour laquelle une demande de décision préalable aura été formulée auprès de la SODEC après le 31 août 2001.

☐ **Précision concernant les notions d'honoraires du producteur et de frais généraux d'administration**

À l'égard des productions cinématographique ou télévisuelle pour lesquelles une demande de décision préalable aura été formulée auprès de la SODEC après le jour de la publication du présent bulletin d'information, les simplifications apportées au calcul du crédit d'impôt, et plus particulièrement en ce qui a trait aux montants relatifs aux honoraires du producteur et aux frais généraux d'administration, auront pour effet de résoudre les divergences d'interprétation qui sont survenues entre le ministère du Revenu et les membres de l'industrie cinématographique.

Par ailleurs, de façon à s'assurer que l'objectif poursuivi par la politique fiscale qui sous-tend ce crédit d'impôt soit aussi respecté pour les années passées, plus particulièrement en ce qui a trait à la partie des frais de production d'un film qui peut être constituée d'un montant d'honoraires du producteur et d'un montant de frais généraux d'administration réputés engagés, des modifications seront apportées à la législation fiscale afin de préciser les notions d'honoraires du producteur et de frais généraux d'administration.

De façon plus particulière, la législation fiscale sera modifiée afin de préciser que les honoraires du producteur et les frais généraux d'administration engagés pour la production d'un film et qui sont directement attribuables à la production de ce film, comme par exemple, les frais d'un bureau de production, les frais de secrétariat relatifs au scénario, les honoraires du directeur de production et ceux du comptable de production, les honoraires liés à la négociation des contrats des comédiens, les frais d'assurance ainsi que les frais de vérification exigés de la part des investisseurs, doivent être inclus dans le calcul du total des frais de tournage et des frais de postproduction d'un film.

De plus, la législation fiscale sera modifiée de façon que certains frais, par exemple les frais relatifs au sous-titrage ou au doublage d'un film, les frais financiers ou encore les frais légaux, engagés après la copie zéro ou la date d'enregistrement de la bande maîtresse de ce film, et qui sont directement attribuables à la production de ce film, puissent être inclus dans le calcul des frais de production de ce film.

Plus précisément, la législation fiscale sera modifiée afin que les frais de production directement attribuables à la production d'un film, qui ont été engagés dans le cadre de la production de ce film après la copie zéro ou la date d'enregistrement de la bande maîtresse de ce film, dans un délai jugé raisonnable par le ministre du Revenu, soient inclus dans le calcul des frais de production de ce film.

À cet égard, le délai à l'intérieur duquel le ministre du Revenu pourra reconnaître certaines dépenses à titre de frais de production d'un film, ne pourra excéder le plus rapproché du jour qui survient douze mois après la date de la copie zéro du film ou de l'enregistrement de la bande maîtresse du film, ou du jour de la demande de la certification finale de ce film auprès de la SODEC.

Ces modifications s'appliqueront à l'égard des productions pour lesquelles une demande de décision préalable a été formulée auprès de la SODEC, ou pour lesquelles une demande de certification finale a été formulée auprès de la SODEC lorsque aucune demande de décision préalable n'a été formulée, au plus tard le 31 août 2001.

Elles s'appliqueront également à l'égard d'une année d'imposition pour laquelle une société a bénéficié de ce crédit d'impôt à l'égard d'une production, sauf à l'égard des années d'imposition prescrites le jour de la publication du présent bulletin d'information. Finalement, ces modifications s'appliqueront à l'égard d'une année d'imposition à l'égard de laquelle un avis d'opposition, un appel ou une renonciation à la prescription a dûment été signifié au ministre du Revenu, avant le jour de la publication du présent bulletin d'information.

☐ **Document à joindre à la demande de certification finale d'une production cinématographique ou télévisuelle québécoise**

Selon le *Règlement sur la reconnaissance d'un film comme film québécois*, une demande de certification finale à l'égard d'une production cinématographique ou télévisuelle québécoise doit être déposée auprès de la SODEC dans les douze mois qui suivent la date d'enregistrement de la bande maîtresse ou de la copie zéro de cette production.

Aussi, selon ce règlement, l'un des critères de contenu québécois d'une production cinématographique ou télévisuelle québécoise consiste en un pourcentage minimal des frais engagés pour une telle production qui doivent être versés à des Québécois ou à des sociétés ayant leur établissement au Québec.

Ainsi, la certification finale d'un film dépend en partie des frais de production de ce film qui sont versés à des Québécois ou à des sociétés ayant leur établissement au Québec.

Or, tel que mentionné précédemment dans ce bulletin d'information, une modification sera apportée à la législation fiscale de façon à obliger que les frais de production d'un film soient payés avant qu'une société puisse demander un crédit d'impôt pour la production cinématographique ou télévisuelle, puisque le niveau d'aide fiscale accordée par ce crédit d'impôt dépend en partie des frais de production d'un film.

Dans ce contexte, une modification au même effet sera apportée au *Règlement sur la reconnaissance d'un film comme film québécois*, de façon à obliger que les frais de production d'un film soient payés avant qu'une société puisse déposer une demande de certification finale d'un film auprès de la SODEC.

Plus précisément, ce règlement sera modifié de façon qu'une société soit tenue de joindre à sa demande de certification finale d'un film un rapport de coûts vérifiés, ou une mission d'examen si le coût final de la production du film est inférieur à 250 000 \$, attestant qu'un minimum de 95 % des frais de production de ce film a été payé avant le jour de cette demande de certification finale.

Cette modification s'appliquera à l'égard d'une production cinématographique ou télévisuelle pour laquelle une demande de certification finale aura été déposée auprès de la SODEC après le jour de la publication du présent bulletin d'information.

2.1.2 Crédit d'impôt remboursable pour la production de spectacles musicaux

Le crédit d'impôt remboursable pour la production de spectacles musicaux a été mis en place pour soutenir les activités des entreprises œuvrant dans le domaine du spectacle. Sommairement, une société admissible peut, à certaines conditions, bénéficier d'un crédit d'impôt remboursable égal à 33 ⅓ % des dépenses de main-d'œuvre qu'elle engage aux fins de produire un spectacle admissible.

Les dépenses de main-d'œuvre donnant droit à ce crédit d'impôt ne peuvent toutefois excéder 45 % des frais de production du spectacle, de sorte que l'aide fiscale ne peut dépasser 15 % de ces frais. Par ailleurs, le crédit d'impôt accordé à l'égard d'un spectacle admissible ne peut être supérieur à 300 000 \$.

Pour être admissible au crédit d'impôt remboursable pour la production de spectacles musicaux, un spectacle doit notamment comporter au moins 75 % de chant ou de musique instrumentale, en fonction du minutage, à l'exception d'un concert, d'un tour de chant et de l'interprétation d'un ouvrage dramatique mis en musique, avec ou sans dialogues parlés. De plus, un spectacle ne doit pas être un spectacle exclu. À cette fin, un spectacle est exclu s'il s'agit d'un spectacle de cirque, d'un spectacle aquatique ou sur glace, d'un spectacle bénéfice ou d'un gala.

Le spectacle doit aussi satisfaire à des critères de contenu québécois prévus par une grille de pointage. En vertu de cette grille de pointage, un spectacle doit obtenir un minimum de trois points sur un maximum de cinq points en fonction du lieu de résidence du personnel créatif qui a participé à la réalisation de ce spectacle, à la fin de l'année d'imposition qui a précédé le début des travaux de production du spectacle.

Or, des travaux réalisés au cours des derniers mois ont permis de conclure que l'élargissement de ce crédit d'impôt aux spectacles d'humour et aux spectacles dramatiques serait favorable pour ces domaines de l'industrie culturelle québécoise, en permettant notamment aux uns de faire face à la concurrence étrangère, et aux autres de maintenir leurs activités de production et d'assurer une meilleure diffusion de celles-ci.

☐ **Modification au critère d'admissibilité basé sur le pourcentage de chant d'un spectacle**

Dans ce contexte, le critère d'admissibilité d'un spectacle selon lequel celui-ci doit comporter au moins 75 % de chant ou de musique instrumentale, en fonction du minutage, à l'exception d'un concert, d'un tour de chant et de l'interprétation d'un ouvrage dramatique mis en musique, avec ou sans dialogues parlés, sera retiré.

Dorénavant, un spectacle sera admissible dans la mesure où la SODEC aura délivré à son égard une attestation selon laquelle il s'agit d'un spectacle musical, dramatique d'humour, de mime ou de magie.

Pour plus de précision, un spectacle continuera d'être un spectacle exclu s'il s'agit d'un spectacle de cirque, d'un spectacle aquatique ou sur glace, d'un spectacle bénéfice ou d'un gala.

☐ **Modification à la grille de pointage**

Compte tenu de l'admissibilité de ce type de spectacle à ce crédit d'impôt et de la spécificité des postes clés de ces productions, la grille de pointage assurant le contenu québécois d'un spectacle sera remplacée par la suivante :

| Personnel créatif | Points accordés s'il s'agit d'un résident du Québec |
|---|--|
| Auteurs(s) des paroles ^{1,2} | 1 ou 2 |
| Compositeur(s) de la musique ^{1,2} | 1 ou 2 |
| Arrangeur(s) ¹ | 1 |
| Directeur(s) artistique (metteur en scène) ¹ | 1 |
| Concepteur(s) d'éclairage ¹ | 1 |
| Sonorisateur(s) ¹ | 1 |
| Directeur(s) musical(aux) ¹ | 1 |
| Artiste principal ³ | 2 |

1. Lorsque plus d'une personne occuperont cette fonction, le point sera accordé seulement si au moins la moitié de ces personnes sont des résidents du Québec à la fin de l'année d'imposition qui aura précédé le début des travaux de production du spectacle.
2. Dans le cas d'un spectacle instrumental, le poste de compositeur comptera pour deux points et aucun point ne sera accordé pour le poste d'auteur des paroles. Dans le cas des spectacles d'humour ou dramatiques, le poste d'auteur comptera pour 2 points.
3. Pour déterminer qui est l'artiste principal, il sera tenu compte des éléments suivants : la rémunération, la mention sur le matériel promotionnel et la durée de la prestation de l'artiste.

En vertu de cette nouvelle grille de pointage, un spectacle devra obtenir un minimum de cinq points sur un maximum de neuf points en fonction du lieu de résidence du personnel créatif qui a participé à la production de ce spectacle, à la fin de l'année d'imposition qui a précédé le début des travaux de production du spectacle.

Pour plus de précision, les autres critères d'admissibilité prévus par ailleurs pour l'application de ce crédit d'impôt continueront de s'appliquer.

☐ **Date d'application**

Ces modifications s'appliqueront à l'égard des dépenses de main-d'œuvre par ailleurs admissibles à ce crédit d'impôt, engagées après le jour de la publication du présent bulletin d'information.

2.1.3 Crédit d'impôt remboursable pour la production d'enregistrements sonores

Tout comme le crédit d'impôt remboursable pour la production de spectacles musicaux, le crédit d'impôt remboursable pour la production d'enregistrements sonores permet à une société admissible, à certaines conditions, de bénéficier d'un crédit d'impôt remboursable égal à 33 ⅓ % des dépenses de main-d'œuvre qu'elle engage aux fins de produire un enregistrement sonore admissible.

Les dépenses de main-d'œuvre donnant droit à ce crédit d'impôt ne peuvent toutefois excéder 45 % des frais de production de l'enregistrement sonore, de sorte que l'aide fiscale ne peut dépasser 15 % de ces frais. Par ailleurs, le crédit d'impôt accordé à l'égard d'un enregistrement sonore admissible ne peut être supérieur à 50 000 \$.

Pour être admissible au crédit d'impôt remboursable pour la production d'enregistrement sonore, une production doit notamment comporter au moins 60 % de contenu musical, en fonction du minutage. L'enregistrement sonore doit aussi satisfaire à des critères de contenu québécois prévus par une grille de pointage au même effet que ceux prévus pour le crédit d'impôt remboursable pour la production de spectacles musicaux, à l'exception du poste de directeur musical ou artistique qui doit être remplacé par celui de réalisateur.

Compte tenu de l'élargissement aux spectacles d'humour du crédit d'impôt remboursable pour la production de spectacles musicaux et du fait que les spectacles font souvent l'objet d'enregistrements sonores, le crédit d'impôt remboursable pour la production d'enregistrements sonores sera également modifié, de façon que ce type de production soit admissible à ce crédit d'impôt.

Ainsi, le critère d'admissibilité d'un enregistrement sonore selon lequel celui-ci doit comporter au moins 60 % de contenu musical, en fonction du minutage, ne s'appliquera plus à l'égard d'un enregistrement sonore, dans la mesure où la SODEC aura délivré une attestation à l'égard de cet enregistrement sonore selon laquelle celui-ci est constitué d'un spectacle d'humour.

Par ailleurs, de façon à refléter la réalité de l'industrie du disque, la grille de pointage assurant le contenu québécois d'un enregistrement sonore sera remplacée par la suivante :

| Personnel créatif | Points accordés s'il s'agit d'un résident du Québec |
|---|--|
| Auteurs(s) des paroles ^{1,2} | 1 ou 2 |
| Compositeur(s) de la musique ^{1,2} | 1 ou 2 |
| Directeur(s) artistique ¹ | 1 |
| Directeur(s) musical(aux) ¹ | 1 |
| Réalisateur(s) ¹ | 1 |
| Arrangeur(s) ¹ | 1 |
| Ingénieur(s) de son ¹ | 1 |
| Artiste principal ³ | 2 |

1. Lorsque plus d'une personne occuperont cette fonction, le point sera accordé seulement si au moins la moitié de ces personnes sont des résidents du Québec à la fin de l'année d'imposition qui aura précédé le début des travaux d'enregistrement.
2. Dans le cas de prestations instrumentales, le poste de compositeur comptera pour deux points et aucun point ne sera accordé pour le poste d'auteur des paroles. Dans le cas de prestations humoristiques, le poste d'auteur comptera pour 2 points.
3. Pour déterminer qui est l'artiste principal, il sera tenu compte des éléments suivants : la rémunération, la mention sur le matériel promotionnel et la durée de la prestation de l'artiste.

En vertu de cette nouvelle grille de pointage, un enregistrement sonore devra obtenir un minimum de cinq points sur un maximum de neuf points en fonction du lieu de résidence du personnel créatif qui a participé à la production de cet enregistrement sonore, à la fin de l'année d'imposition qui a précédé le début des travaux d'enregistrement.

Pour plus de précision, les autres critères d'admissibilité prévus par ailleurs pour l'application de ce crédit d'impôt continueront de s'appliquer.

☐ **Date d'application**

Ces modifications s'appliqueront à l'égard des dépenses de main-d'œuvre par ailleurs admissibles à ce crédit d'impôt, engagées après le jour de la publication du présent bulletin d'information.

2.1.4 Modification au délai à l'intérieur duquel les dépenses donnant droit aux crédits d'impôt remboursables relatifs au domaine culturel doivent être payées

Pour l'application du crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique ou télévisuelle, ainsi que pour l'application des autres crédits d'impôt remboursables du domaine culturel qui ont été structurés sur la base de ce crédit d'impôt, les dépenses de main-d'œuvre donnant droit à ces crédits d'impôt doivent notamment être payées dans l'année d'imposition où elles sont engagées ou dans les 60 jours qui suivent la fin de celle-ci.

Or, un tel délai à l'intérieur duquel ces dépenses doivent être payées est particulier aux crédits d'impôt remboursables relatifs au domaine culturel. De façon générale, les dépenses donnant droit aux différents crédits d'impôt remboursables prévus par la législation fiscale doivent être payées avant que ces crédits d'impôt soient demandés, ce qui implique qu'il peut s'écouler un délai de plusieurs mois suivant la fin de l'année d'imposition dans laquelle ces dépenses ont été engagées. En effet, les crédits d'impôt remboursables peuvent être demandés au plus tard un an après la date d'échéance de production de la déclaration de revenus de l'année d'imposition au cours de laquelle ces dépenses ont été engagées.

Dans ce contexte, de façon à uniformiser les crédits d'impôt remboursables du domaine culturel avec l'ensemble des crédits d'impôt remboursables prévus par ailleurs par la législation fiscale, celle-ci sera modifiée afin de retirer, pour l'application de tous les crédits d'impôt remboursables relatifs au domaine culturel, l'obligation que les dépenses donnant droit à ces crédits d'impôt soient payées dans l'année d'imposition où elles sont engagées ou dans les 60 jours suivant la fin de celle-ci.

Il suffira dorénavant, à l'instar des autres crédits d'impôt remboursables, que les dépenses donnant droit aux différents crédits d'impôt remboursables relatifs au domaine culturel soient payées au moment de la demande du crédit d'impôt, sous réserve des conditions par ailleurs applicables à chacun de ces crédits d'impôt.

Cette modification s'appliquera à l'égard d'une année d'imposition d'une société qui se terminera après le jour de la publication du présent bulletin d'information.

2.2 Précisions concernant le congé fiscal pour les petites et moyennes entreprises (PME) manufacturières des régions ressources éloignées

À l'occasion du Discours sur le budget du 29 mars 2001, un congé fiscal de dix ans a été instauré pour les PME manufacturières des régions ressources éloignées, afin de stimuler le développement économique de ces régions où la situation de l'emploi est la plus difficile.

Ainsi, de façon générale, une société dont l'ensemble des activités consiste principalement en l'exploitation d'une entreprise de fabrication ou de transformation dans une des régions visées, peut bénéficier d'un congé fiscal à l'égard de l'impôt sur le revenu, de la taxe sur le capital et de la cotisation des employeurs au Fonds des services de santé (FSS).

□ Précision concernant les activités de fabrication et de transformation

La législation fiscale ne définissant pas la fabrication et la transformation, il faut s'en remettre au sens ordinaire de ces mots ainsi qu'à la jurisprudence afin de déterminer si une société exerce de telles activités.

Ainsi, la notion de fabrication fait généralement référence à la création de quelque chose (faire ou assembler une machine, par exemple) ou au façonnage, à partir de quelque chose, d'un objet (la fabrication d'une pièce destinée à être intégrée à une machine, par exemple).

Quant à la notion de transformation, elle s'entend généralement de la technique de préparation, de manipulation ou de toute autre activité destinée à produire une transformation physique ou chimique dans un produit, un article ou une substance, autre que la transformation résultant du processus de croissance naturelle.

Or, les activités de fabrication et de transformation sont généralement réalisées par des entreprises regroupées dans le secteur secondaire de l'économie, soit les entreprises du secteur manufacturier. Toutefois, la jurisprudence a déjà établi que certaines activités exercées par des sociétés œuvrant dans le secteur tertiaire, soit le secteur regroupant les entreprises de services, pouvaient constituer des activités de fabrication et de transformation.

Afin d'éviter toute ambiguïté et de mieux refléter l'objectif visé par l'instauration du congé fiscal, soit de renforcer le secteur manufacturier, une précision sera apportée à la notion d'entreprise de fabrication ou de transformation.

De façon plus particulière, pour l'application du congé fiscal, les activités exercées par une société dont l'ensemble des activités consiste principalement à fournir des services ne pourront être considérées comme des activités de fabrication ou de transformation.

À cette fin, les activités relatives au commerce de gros ou de détail ainsi que les services d'hébergement ou de restauration, seront considérées comme des services. À titre d'exemple, une société dont l'ensemble des activités consiste principalement à préparer des repas et des boissons commandés par les clients pour consommation immédiate sur place ou à l'extérieur de l'établissement, ne sera pas admissible au congé fiscal.

Cette précision s'appliquera à compter du 30 mars 2001.

☐ **Assouplissement quant à l'existence d'un établissement en dehors d'une région ressource éloignée**

Pour l'application du congé fiscal, une société ne doit avoir des établissements, au sens de la *Loi sur les impôts*, que dans les régions ressources éloignées. Essentiellement, cette condition vise à assurer que le congé fiscal ne soit accordé qu'à l'égard des activités générées dans les régions ressources éloignées.

Or, il arrive fréquemment qu'une société affecte des vendeurs à différents points de vente qui peuvent être situés à l'extérieur d'une région ressource éloignée. Le critère exigeant de n'avoir des établissements que dans ces régions peut alors apparaître contraignant, dans le contexte où les revenus générés par les vendeurs résultent des activités réalisées dans une région ressource éloignée. Par ailleurs, ce critère peut également être restrictif pour la société qui maintient son siège social à l'extérieur d'une région ressource éloignée, sans que des activités de fabrication ou de transformation n'y soient réalisées.

Un assouplissement sera donc apporté à la condition voulant que la société ne maintienne des établissements que dans une région ressource éloignée, relativement à ces deux situations.

De façon plus particulière, cet assouplissement s'appliquera à la situation où une société est réputée avoir un établissement à l'extérieur d'une région ressource éloignée, parce qu'elle y exerce une entreprise par l'intermédiaire d'un employé, d'un agent ou d'un mandataire qui a autorité générale pour contracter pour la société ou qui dispose d'une provision de marchandises appartenant à cette dernière et servant à remplir régulièrement les commandes qu'il reçoit. Cet assouplissement s'appliquera également à la situation où une société maintient son siège social à l'extérieur d'une région ressource éloignée, le siège social s'entendant alors de l'établissement où se concentrent les activités juridiques, administratives et de direction de la société.

Dans ces deux situations, lorsque la totalité ou la quasi-totalité de la masse salariale d'une société, pour une année d'imposition, sera attribuable aux employés qui travaillent dans un établissement situé dans une région ressource éloignée, cette société sera alors réputée n'avoir des établissements que dans cette région ressource éloignée au cours de cette année d'imposition.

À cette fin, la masse salariale sera déterminée en fonction des salaires engagés par la société dans l'année d'imposition, à l'égard de ses employés. Le salaire qui devra alors être considéré pour chaque employé inclura les jetons de présence, les bonis, les primes au rendement, les commissions, la rémunération pour du travail exécuté en sus des heures habituelles de travail et les avantages imposables devant être inclus dans le calcul du revenu de l'employé.

Cet assouplissement s'appliquera à compter du 30 mars 2001.

2.3 Assouplissement relatif à l'obtention du certificat d'admissibilité pour le crédit d'impôt remboursable pour la Vallée de l'aluminium

Le crédit d'impôt remboursable pour la Vallée de l'aluminium a été instauré lors du Discours sur le budget du 14 mars 2000. Par ailleurs, certaines précisions ont été apportées le 21 décembre 2000³ concernant la notion de fabrication. Enfin, à l'occasion du Discours sur le budget du 29 mars 2001, les modalités d'application de ce crédit d'impôt ont été harmonisées avec celles du crédit d'impôt pour les activités de transformation dans les régions ressources, afin d'uniformiser les mesures relatives aux activités de transformation dans les régions.

³ Bulletin d'information 2000-10 du ministère des Finances du Québec.

Ainsi, de façon sommaire, le crédit d'impôt remboursable pour la Vallée de l'aluminium est accordé à l'égard de la hausse de la masse salariale attribuable aux employés admissibles d'une société admissible œuvrant dans la région administrative du Saguenay–Lac-Saint-Jean, et ce, relativement à cinq années civiles consécutives.

Pour être considérée admissible, la société doit toutefois exploiter une entreprise agréée, c'est-à-dire une entreprise à l'égard de laquelle un certificat d'admissibilité a été délivré par Investissement Québec.

Or, selon les règles actuelles, aucun certificat d'admissibilité ne peut être délivré par Investissement Québec à l'égard d'une entreprise si, à son avis, celle-ci est la continuation d'une entreprise agréée à l'égard de laquelle un certificat d'admissibilité a été accordé dans le passé.

Ces règles peuvent cependant freiner la relance des entreprises dans le cas, entre autres, où une société veut acquérir les actifs d'une société faillie qui détient déjà un certificat d'admissibilité.

En conséquence, les modalités actuelles seront assouplies dans le but de permettre à Investissement Québec de délivrer un certificat d'admissibilité relativement à une entreprise, malgré que celle-ci soit la continuation d'une entreprise agréée ou d'une partie d'entreprise agréée à l'égard de laquelle un certificat d'admissibilité a été délivré dans le passé. Dans un tel cas, l'échéance du certificat d'admissibilité sera établie à partir de l'année civile de référence de la société qui détenait le premier certificat.

Pour plus de précision, les règles déjà prévues concernant les continuations d'entreprise s'appliqueront afin d'ajuster le montant de l'accroissement de la masse salariale d'une société admissible, lorsque, au cours d'une année civile donnée, les activités qu'une autre société admissible exerçait dans la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean diminuent ou cessent et que, de ce fait, les activités relatives à l'entreprise agréée commencent, ou augmentent en importance, dans un établissement de cette société admissible situé dans la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean.

Ainsi, la masse salariale de l'année civile de référence de l'autre société admissible, attribuable à la partie de l'entreprise agréée qui aura été transférée, sera ajoutée à la masse salariale de la société admissible, pour l'année civile de référence de cette dernière.

Cette modification s'appliquera à compter de l'année civile 2001.

2.4 Assouplissement relatif à l'obtention du certificat d'admissibilité pour le crédit d'impôt remboursable pour la Gaspésie et certaines régions maritimes du Québec

Le 17 novembre 2000⁴, l'instauration d'un crédit d'impôt remboursable pour la Gaspésie et certaines régions maritimes du Québec a été annoncée. Des modifications ont ensuite été apportées lors du Discours sur le budget du 29 mars 2001, notamment en ce qui concerne le calcul de la masse salariale pour l'année de référence.

De façon sommaire, ce crédit d'impôt remboursable est accordé à l'égard de la hausse de la masse salariale attribuable aux employés admissibles d'une société admissible œuvrant dans la région administrative de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, de la Côte-Nord ou dans la MRC de Matane, et ce, relativement à cinq années civiles consécutives.

Pour être considérée admissible, la société doit toutefois exploiter une entreprise agréée, c'est-à-dire une entreprise à l'égard de laquelle un certificat d'admissibilité a été délivré par Investissement Québec.

À l'instar de la modification apportée au crédit d'impôt pour la Vallée de l'aluminium, les modalités actuelles concernant la délivrance d'un certificat d'admissibilité seront assouplies dans le but de permettre à Investissement Québec, selon les mêmes règles que celles indiquées dans le cas du crédit d'impôt pour la Vallée de l'aluminium, de délivrer un certificat d'admissibilité relativement à une entreprise qui est la continuation d'une entreprise agréée à l'égard de laquelle un certificat d'admissibilité a été accordé dans le passé.

Cette modification s'appliquera à compter de l'année civile 2001.

⁴ Bulletin d'information 2000-8 du ministère des Finances du Québec.

2.5 Modifications au crédit d'impôt remboursable pour les activités de transformation dans les régions ressources

Le crédit d'impôt remboursable pour les activités de transformation dans les régions ressources a été instauré lors du Discours sur le budget du 29 mars 2001.

De façon générale, le crédit d'impôt remboursable pour les activités de transformation dans les régions ressources est accordé à l'égard de la hausse de la masse salariale attribuable aux employés admissibles d'une société admissible œuvrant dans une des régions ressources du Québec, et ce, relativement à cinq années civiles consécutives.

De façon plus particulière, pour l'application de ce crédit d'impôt, une société doit exploiter, dans une région ressource, une entreprise agréée pour laquelle Investissement Québec a délivré un certificat d'admissibilité et dont les activités concernent notamment la deuxième et troisième transformation du bois et des métaux, le secteur agroalimentaire, la production d'énergie non conventionnelle et l'aquaculture.

□ Élargissement de la notion d'« entreprise agréée »

La notion d'« entreprise agréée » sera élargie, à compter de l'année civile 2001, afin de désigner également une entreprise dont les activités sont :

- la fabrication et la transformation de produits finis ou semi-finis à partir de l'ardoise;
- la fabrication et la transformation de produits finis ou semi-finis à partir de pierres précieuses ou de pierres fines.

Cependant, les activités relatives au sertissage de pierres précieuses ou de pierres fines ainsi que la fabrication de bijoux ne seront pas reconnues comme des activités d'une entreprise agréée.

Par ailleurs, une « entreprise agréée » englobera également les activités de commercialisation accessoires à ces activités.

□ **Assouplissement relatif à l'obtention du certificat d'admissibilité**

À l'instar de la modification apportée au crédit d'impôt pour la Vallée de l'aluminium et au crédit d'impôt pour la Gaspésie et certaines régions maritimes du Québec, les modalités actuelles concernant la délivrance d'un certificat d'admissibilité seront assouplies dans le but de permettre à Investissement Québec, selon les mêmes règles que celles indiquées dans le cas du crédit d'impôt pour la Vallée de l'aluminium, de délivrer un certificat d'admissibilité relativement à une entreprise qui est la continuation d'une entreprise agréée à l'égard de laquelle un certificat d'admissibilité a été accordé dans le passé.

Ces modifications s'appliqueront à compter de l'année civile 2001.

2.6 Crédits d'impôt remboursables pour la recherche scientifique et le développement expérimental

À l'occasion du Discours sur le budget du 29 mars 2001, des modifications aux règles concernant les contributions relatives aux crédits d'impôt remboursables pour la recherche scientifique et le développement expérimental (R-D) ont été annoncées.

Sommairement, ces modifications visent à permettre aux entités de recherche de participer aux projets de R-D qui leur sont confiés par des sociétés privées. Ainsi, il a été annoncé que la législation fiscale serait modifiée de façon qu'une entité universitaire admissible ou un centre de recherche public admissible puisse être actionnaire d'une société qui lui confie l'exécution des travaux d'un projet de R-D, sans faire perdre le droit à celle-ci aux crédits d'impôt de R-D.

Cependant, dans un tel cas, il a été précisé que la partie du montant payé à la société par l'entité universitaire admissible ou le centre de recherche public admissible, en contrepartie de l'émission d'actions du capital-actions de la société, qui est raisonnablement attribuable à la réalisation du projet de R-D, réduira les dépenses admissibles pour l'application des crédits d'impôt de R-D.

Par ailleurs, tel qu'il a été mentionné à l'occasion de cette annonce, la politique scientifique du gouvernement vise notamment à favoriser la mise en place de dispositifs qui permettront aux résultats de la recherche universitaire d'être transférés efficacement dans la sphère socioéconomique, ce qui se traduit généralement par la création d'entreprises dérivées (*spin-off*) qui pourront, en collaboration avec les entités de recherche, poursuivre la recherche universitaire et assurer sa commercialisation.

Or, lors de la création de telles entreprises dérivées, le montant payé à la société par l'entité de recherche, en contrepartie de l'émission d'actions du capital-actions de la société, consiste généralement en un transfert de technologie.

Ainsi, la réduction des dépenses admissibles pour l'application des crédits d'impôt de R-D, d'un montant correspondant à la valeur de la technologie ainsi transférée à la société, peut constituer un frein important à la valorisation de la recherche universitaire.

Dans ce contexte, un assouplissement additionnel sera apporté aux règles concernant les contributions relatives aux crédits d'impôt de R-D, de façon que le montant payé par une entité universitaire admissible ou un centre de recherche public admissible, ou par une personne ayant un lien de dépendance avec cette entité ou ce centre, selon le cas, en contrepartie d'actions du capital-actions d'une société qui lui confie l'exécution des travaux d'un projet de R-D, lorsque le montant ainsi payé consiste en un transfert de technologie, ne réduise pas les dépenses admissibles pour l'application des crédits d'impôt de R-D.

Cette modification s'appliquera aux dépenses de R-D engagées après le 29 mars 2001, relativement à de la R-D effectuée après ce jour dans le cadre d'un contrat conclu après ce jour.

2.7 Assouplissement de la notion de société admissible et précision de la notion d'entreprise admissible pour l'application de certains crédits d'impôt remboursables

Depuis un certain nombre d'années, les crédits d'impôt remboursables ont été utilisés à plusieurs reprises afin de développer certains secteurs économiques et de stimuler la création d'emplois.

De façon générale, pour bénéficier d'un crédit d'impôt remboursable, une société doit se qualifier à titre de « société admissible ». Pour l'application de certains crédits d'impôt remboursables, cette expression désigne, pour une année, une société qui exploite une entreprise au Québec, y a un établissement et dont la totalité ou la quasi-totalité du revenu brut, pour cette année, provient de l'exploitation d'une entreprise admissible.

Par ailleurs, la *Loi sur les impôts* définit une entreprise admissible, relativement à un contribuable résidant au Canada, comme une entreprise autre qu'une entreprise de placement désignée ou une entreprise de services personnels.

☐ **Assouplissement de la notion de société admissible**

Or, le critère exigeant que la totalité ou la quasi-totalité du revenu brut provienne de l'exploitation d'une entreprise admissible peut apparaître restrictif pour une société qui, bien qu'elle affecte la majeure partie de ses ressources à l'exploitation d'une entreprise admissible, n'obtient pas le pourcentage de revenu brut suffisant pour être considérée comme une société admissible. En effet, cette société ne pourra bénéficier du crédit d'impôt remboursable, et ce, même si, par ailleurs, elle réalise les activités et engage les dépenses visées par le crédit d'impôt.

Afin de favoriser l'admissibilité des sociétés aux crédits d'impôt remboursables, un assouplissement sera apporté à la notion de société admissible, le critère exigeant que la totalité ou la quasi-totalité du revenu brut d'une société, pour une année, provienne de l'exploitation d'une entreprise admissible, sera retiré. Ainsi, de façon générale et sous réserve des autres conditions particulières à chaque crédit d'impôt remboursable, une société admissible désignera une société, qui, pour une année d'imposition, a un établissement au Québec et y exploite une entreprise admissible.

Cet assouplissement s'appliquera aux crédits d'impôt remboursables suivants, pour toute année d'imposition se terminant après le 31 décembre 2000 :

- crédit d'impôt pour la création d'emplois dans l'industrie du vêtement et de la chaussure;
- crédit d'impôt pour la création d'emplois reliés à l'industrie de l'optique dans la région de Québec;

- crédit d'impôt pour la création d'emplois reliés au secteur manufacturier ou environnemental dans le technopôle Angus;
- crédit d'impôt pour la création de fonds d'investissement;
- crédit d'impôt pour services d'adaptation technologique;
- crédit d'impôt favorisant le développement de la nouvelle économie;
- crédit d'impôt pour les sociétés établies dans la Cité du multimédia;
- crédit d'impôt pour les sociétés établies au Centre national des nouvelles technologies de Québec;
- crédit d'impôt favorisant le développement et l'intégration de solutions de commerce électronique;
- crédit d'impôt pour stage en milieu de travail;
- crédit d'impôt pour le design.

☐ **Précision de la notion d'entreprise admissible**

Tel que mentionné précédemment, la notion d'entreprise admissible est définie relativement à un contribuable résidant au Canada et désigne une entreprise autre qu'une entreprise de placement désignée ou une entreprise de services personnels.

Ainsi, une société constituée au Canada mais contrôlée par des non-résidents peut généralement bénéficier des crédits d'impôt remboursables si elle exploite une entreprise admissible au Québec et y a un établissement, car elle est un contribuable résidant au Canada.

Toutefois, une société non-résidente qui exploite une entreprise au Québec par l'intermédiaire d'une succursale pourrait ne pas bénéficier des crédits d'impôt remboursables, car elle n'est pas un contribuable résidant au Canada.

Or, dans les deux situations, des investissements étrangers contribuent au développement économique du Québec. Afin de ne pas pénaliser les contribuables non-résidents qui exploitent une entreprise au Québec par l'intermédiaire d'une succursale et de dissiper tout doute quant à l'admissibilité d'une telle société à un crédit d'impôt remboursable, une précision sera apportée à la définition d'entreprise admissible.

Ainsi, pour l'application des différents crédits d'impôt remboursables, la notion d'entreprise admissible désignera, relativement à un contribuable, une entreprise autre qu'une entreprise de placement désignée ou une entreprise de services personnels.

Cette précision s'appliquera de façon déclaratoire.

2.8 Modification à l'impôt spécial applicable aux fiducies pour l'environnement

Les municipalités québécoises qui exploitent une installation d'élimination de matières résiduelles doivent constituer, en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement*, une fiducie d'utilité sociale. Les municipalités versent alors des contributions à cette fiducie afin de constituer les garanties financières pour pourvoir à leurs obligations environnementales en matière de restauration du site d'enfouissement.

Par ailleurs, sous réserve de certaines conditions, une fiducie qui est maintenue dans le but de financer la restauration, notamment, d'un emplacement qui a servi au dépôt de déchets, constitue une fiducie pour l'environnement qui est assujettie à un impôt spécial.

Cet impôt spécial fait toutefois l'objet d'un crédit d'impôt remboursable accordé aux bénéficiaires de telles fiducies.

Or, les municipalités étant exonérées d'impôt, elles ne peuvent bénéficier de ce crédit d'impôt. Dans ce contexte, la législation fiscale sera modifiée afin d'accorder un traitement fiscal équitable aux municipalités qui participent à une fiducie pour l'environnement.

De façon plus particulière, la législation fiscale sera modifiée de façon que la partie du revenu d'une fiducie pour l'environnement qui est attribuable à une personne exonérée d'impôt ne soit pas assujettie à l'impôt spécial applicable aux fiducies pour l'environnement.

Cette modification s'appliquera de façon déclaratoire.

2.9 Assouplissement des règles relatives au transfert d'un bien sans incidence fiscale immédiate

Certaines dispositions de la législation fiscale prévoient la possibilité pour un contribuable de pouvoir transférer un bien sans incidence fiscale immédiate (gain en capital, récupération d'amortissement, etc.). Une telle transaction est communément appelée « roulement ».

À l'occasion du Discours sur le budget du 25 mars 1997, des modifications aux règles de roulement ont été annoncées. Essentiellement, ces modifications visaient à mettre fin aux transactions d'évitement de l'impôt provincial qui étaient basées sur l'existence de choix de roulements distincts dans la législation fiscale québécoise et la législation fiscale fédérale.

Ainsi, en raison de ces modifications, lorsqu'un roulement a lieu pour l'application de l'impôt fédéral, un roulement est réputé avoir eu lieu pour l'application de l'impôt québécois et, en corollaire, si aucun roulement n'a lieu pour l'application de l'impôt fédéral, aucun roulement n'est possible pour l'application de l'impôt québécois.

En ce qui concerne le montant devant être utilisé pour déterminer le produit de l'aliénation pour l'auteur du roulement et le coût d'acquisition pour le bénéficiaire, les règles qui ont été mises en place ont prévu deux situations, soit, d'une part, celle où la législation fédérale ne prévoit aucune discrétion à l'égard du montant devant être ainsi utilisé, auquel cas le montant considéré est le coût fiscal québécois du bien transféré et, d'autre part, celle où la législation fédérale prévoit une telle discrétion, auquel cas le montant considéré est, sous réserve des exceptions indiquées ci-après, le montant convenu à cet égard pour l'application de l'impôt fédéral.

Par ailleurs, ces règles permettent également de maintenir une certaine souplesse à l'égard de la réorganisation des affaires d'un contribuable et, à cette fin, une première exception à l'utilisation du montant convenu pour l'application de l'impôt fédéral a donc été prévue lors de l'instauration de ces règles. De façon sommaire, cette exception offre la possibilité, pour les parties à un roulement dont plus de 90 % des affaires sont faites au Québec, de choisir un montant convenu différent de celui choisi pour l'application de la législation fédérale.

De plus, afin d'accroître la souplesse que procure une telle exception, et ce, dans le respect de l'objectif poursuivi par les règles mises en place le 25 mars 1997, des modifications additionnelles ont été annoncées le 21 décembre 2000⁵, de façon à permettre l'application d'une exception similaire à d'autres situations dont le résultat n'entraîne pas, directement ou indirectement, un évitement total ou partiel des impôts provinciaux payables par ailleurs par les parties à un transfert d'actifs par voie de roulement.

Ainsi, en outre de la situation d'exception initialement prévue par la législation fiscale québécoise, les règles relatives à l'utilisation du montant convenu pour l'application de l'impôt fédéral ne s'appliquent pas, pour l'application de l'impôt québécois, si, pour l'année d'imposition de chaque partie au roulement au cours de laquelle le transfert a lieu, ainsi qu'au cours de chaque année d'imposition de chacune des parties au roulement terminée au cours des 24 mois précédant l'année d'imposition où a lieu le transfert, ou de toute autre tierce partie dont l'une des parties au roulement est la continuité en raison d'une fusion, d'une liquidation ou de toute autre réorganisation, la proportion des affaires faites au Québec par chacune des parties au roulement est la même ou, le cas échéant, comporte une différence qui n'est pas supérieure à un écart admissible.

Sommairement, l'expression « écart admissible » désigne un écart n'excédant pas 10 % ou, sous réserve de règles particulières et de l'approbation du ministre du Revenu, un écart supérieur à 10 % mais n'excédant pas 25 %.

En conséquence, lorsque les parties à un roulement respectent cette condition, elles peuvent, à l'occasion d'un roulement effectué pour l'application de l'impôt fédéral et prévoyant une discrétion quant au montant devant être considéré à titre de produit de l'aliénation pour l'auteur du transfert et à titre de coût pour le bénéficiaire, convenir d'un montant différent pour l'application de l'impôt québécois.

⁵ Bulletin d'information 2000-10 du ministère des Finances du Québec.

Toutefois, la différence entre le montant convenu pour l'application de la législation fédérale et celui convenu pour l'application de la législation québécoise doit être justifiée par un écart d'attributs fiscaux. Ainsi, de façon plus particulière, cette différence doit être justifiée, en totalité ou presque, par la différence du coût indiqué, pour l'application de chacune de ces législations, des biens faisant l'objet du roulement, ou par tout autre motif jugé raisonnable par le ministre du Revenu.

☐ **Instauration d'une nouvelle exception**

Les exceptions actuelles permettent de choisir, pour l'application de l'impôt québécois, un montant convenu différent de celui choisi pour l'application de la législation fédérale. La première condition à l'application de ces exceptions est donc qu'un choix de roulement soit effectué pour l'application de l'impôt fédéral.

Or, la législation fiscale fédérale prévoit qu'aucun choix de roulement ne peut être effectué lors du transfert d'un bien amortissable, lorsque que la juste valeur marchande du bien est inférieure à la fois au coût en capital et à la FNACC proportionnelle du bien⁶. Dans un tel cas, l'impossibilité de faire un choix de roulement n'a pas de conséquences négatives pour l'application de la législation fédérale.

Toutefois, un contribuable qui ne peut effectuer un choix de roulement à l'égard d'un bien pour l'application de la législation fédérale en raison de l'application de ces règles ne pourra, en raison des règles visant à empêcher l'évitement de l'impôt provincial, effectuer un choix pour l'application de la législation québécoise, et ce, sans égard aux attributs fiscaux de ce bien pour l'application de la loi québécoise.

Ainsi, dans certaines situations, l'impossibilité de faire un choix de roulement pour l'application de la loi québécoise résultera en une importante récupération d'amortissement.

⁶ De façon sommaire, la FNACC proportionnelle d'un bien correspond à la proportion de la fraction non amortie du coût en capital (FNACC) d'une catégorie attribuée à un bien donné. Cette proportion attribuable à un bien donné est déterminée à l'aide de la proportion que représente la juste valeur marchande du bien sur la juste valeur marchande de l'ensemble des biens de cette catégorie.

À titre d'exemple, les écarts d'amortissement importants entre les deux législations peuvent faire en sorte qu'aucun choix de roulement ne soit possible pour l'application de la législation fédérale lorsque la juste valeur marchande d'un bien est inférieure à sa FNACC proportionnelle, alors que cette juste valeur marchande est largement supérieure à la PNACC proportionnelle de ce même bien pour l'application des règles québécoises.

Dans ce contexte, un allègement additionnel sera apporté aux règles visant à empêcher l'évitement de l'impôt provincial dans les cas où des choix distincts sont possibles. De façon plus particulière, un contribuable pourra, même si aucun choix de roulement n'est effectué pour l'application de la législation fédérale, effectuer un choix de roulement pour l'application de la loi québécoise à l'égard d'un bien amortissable, lorsqu'il est dans l'impossibilité d'effectuer un tel choix de roulement pour l'application de la législation fédérale en raison de la règle qui empêche la réalisation d'une perte dans le cas de certains transferts de biens amortissables.

Toutefois, les critères applicables dans le cas des autres exceptions, entre autres la proportion des affaires des contribuables et la justification des écarts d'attributs fiscaux, s'appliqueront également, avec les adaptations nécessaires, à cette exception additionnelle.

☐ **Date d'application**

Cette nouvelle exception s'appliquera aux choix de roulement effectués après la date de la publication du présent bulletin d'information, sous réserve, le cas échéant, du paiement des pénalités applicables à l'égard de la transmission tardive d'informations au MRQ, tel que prévu par la législation fiscale.

2.10 Ajout aux éléments permettant à une institution financière de bénéficier d'une déduction pour placements à l'égard des placements dans une société faisant le commerce de valeurs mobilières

Une société ayant un établissement au Québec à un moment quelconque d'une année d'imposition est assujettie à la taxe sur le capital, calculée sur la base du capital versé montré à ses états financiers, pour l'année, préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus.

Le capital versé d'une institution financière s'obtient généralement en additionnant le capital-actions versé, le surplus, le passif à long terme, certaines provisions et réserves, ainsi que 50 % de la valeur de ses éléments d'actifs qui sont des biens corporels. De plus, dans le cas particulier d'une société faisant le commerce de valeurs mobilières, celle-ci doit inclure un élément additionnel, soit les emprunts subordonnés et les autres dettes dont le remboursement est sujet à l'approbation préalable d'un organisme habilité à réglementer le commerce de valeurs mobilières.

Par ailleurs, pour éviter qu'il n'y ait double imposition, une déduction du capital versé est accordée aux institutions financières à l'égard des placements, en actions et en passif à long terme, effectués dans une autre société qui est elle aussi une institution financière et à laquelle la première société est liée. Le montant de la déduction pour placements ainsi accordée prend en considération l'importance des affaires faites au Québec par chacune des deux sociétés.

Il existe donc un écart significatif entre les éléments que doit inclure à son capital versé une société qui fait le commerce de valeurs mobilières et ceux qui permettent une déduction pour une institution financière liée qui détient un placement auprès d'une telle société. En effet, la définition de passif à long terme est nettement plus restrictive que la notion d'emprunt subordonné.

Dans ce contexte, il est possible qu'une institution financière ne puisse bénéficier d'une déduction pour placements à l'égard d'un placement auprès d'une société qui fait le commerce de valeurs mobilières à laquelle elle est liée, alors que cette dernière est dans l'obligation d'inclure cet élément de dette dans son capital versé.

Dans le but de réduire les situations qui donnent lieu à une double imposition du capital, des assouplissements seront apportés à la législation fiscale afin de faire un certain lien entre les éléments qui peuvent donner droit à une déduction pour placements pour une institution financière, et ceux qui doivent être ajoutés dans le calcul du capital versé d'une société liée qui fait le commerce de valeurs mobilières.

Ainsi, une institution financière pourra, en plus des cas déjà prévus par la législation fiscale, bénéficier d'une déduction pour placements à l'égard d'un placement effectué dans une société qui fait le commerce de valeurs mobilières à laquelle elle est liée, lorsque ce placement constitue pour cette dernière société un emprunt subordonné ou une autre dette dont le remboursement est sujet à l'approbation préalable d'un organisme habilité à réglementer le commerce de valeurs mobilières, c'est-à-dire des dettes qui doivent être ajoutées dans le calcul du capital versé de telles sociétés.

Pour plus de précision, le montant de la déduction pour placements prendra en considération, selon les règles actuellement applicables aux institutions financières à l'égard des autres placements, l'importance des affaires faites au Québec par chacune des deux sociétés.

Cette modification s'appliquera à l'égard des années d'imposition d'une institution financière qui se termineront après la date de la publication du présent bulletin d'information.

2.11 Ajustements concernant les activités menées dans le cadre de l'exploitation d'un centre financier international auprès de participants au programme immigrant investisseur

De façon sommaire, un centre financier international (CFI) est une entreprise ou une partie d'entreprise établie à Montréal et dont la totalité des activités portent sur des transactions financières internationales admissibles (TFIA). Les principaux avantages prévus par la législation fiscale à l'égard d'un CFI comprennent une exemption fiscale et divers crédits d'impôt remboursables pour l'exploitant du CFI, ainsi qu'une exemption partielle ou totale d'impôt sur le revenu pour les employés.

En vertu des règles actuelles, une transaction financière internationale est reconnue à titre de TFIA lorsque, de façon générale, cette transaction est réalisée pour le compte d'une personne qui ne réside pas au Canada. Certaines transactions financières réalisées pour le compte d'une personne qui réside au Canada peuvent également être reconnues à titre de TFIA lorsque, de façon générale, ces transactions financières portent sur des produits financiers relatifs à des marchés étrangers.

Par ailleurs, le programme immigrant investisseur (PII) vise à favoriser le développement économique du Québec en permettant l'octroi d'une aide financière à des PME québécoises par l'entremise d'immigrants investisseurs, sélectionnés par le gouvernement du Québec dans le cadre de l'application du *Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers*.

Le PII est en vigueur dans sa forme actuelle depuis le 8 juin 2000⁷ et est sous la responsabilité d'Investissement Québec (IQ). Par ailleurs, outre IQ, certains intermédiaires financiers contribuent également à la promotion du PII en effectuant diverses opérations financières pour le compte des immigrants investisseurs. Ces opérations financières ont notamment pour but de permettre aux immigrants investisseurs de s'acquitter de leurs obligations en matière d'investissement dans le cadre de leur participation au PII.

Parmi les intermédiaires financiers impliqués dans les opérations financières effectuées pour le compte d'immigrants investisseurs, on retrouve des sociétés de fiducies et des courtiers en valeurs mobilières qui, par ailleurs, exploitent également un CFI. En outre, certaines des opérations financières réalisées pour le compte d'immigrants investisseurs par ces intermédiaires financiers sont conduites par l'entremise de l'entreprise CFI exploitée par ces intermédiaires financiers.

Or, bien que certaines opérations financières menées pour le compte d'immigrants investisseurs puissent, dans certaines circonstances, constituer des TFIA et, à ce titre, être valablement conduites par l'entremise d'un CFI, certaines autres opérations financières, parfois conduites à titre de principal et parfois conduites à titre d'accessoire aux opérations financières découlant du PII, peuvent ne pas constituer des TFIA au sens de la législation actuelle. En outre, le changement de statut des immigrants investisseurs, c'est-à-dire le passage de ces derniers du statut de non-résident canadien à celui de résident canadien, peut également entraîner une certaine confusion en regard de l'admissibilité ou de la non-admissibilité, à titre de TFIA, des opérations financières effectuées par l'entremise d'un CFI pour le compte d'immigrants investisseurs.

Afin d'éviter que les intermédiaires financiers qui, par le passé, ont effectué par l'entremise d'un CFI des opérations financières pour le compte de participants au PII ne perdent le bénéfice des avantages associés à la qualification d'une activité donnée à titre de TFIA, la législation sera modifiée.

⁷ Antérieurement au 8 juin 2000, un programme similaire était en place mais certaines modalités étaient différentes.

De façon plus particulière, la législation sera modifiée afin de préciser que les activités de prêts et de dépôts d'argent, celles de services fiduciaires, celles de montage financier ainsi que les activités de courtier et de conseiller en valeurs, menées par un exploitant de CFI avant la date de la publication du présent bulletin d'information, auprès d'immigrants investisseurs dans le cadre de leur participation au PII, dans sa version actuelle ou dans sa version antérieure au 8 juin 2000, constituent, en elles-mêmes, des TFIA pour l'application du régime des CFI.

Pour plus de précision, à l'instar de toutes autres activités conduites au sein d'un CFI, les activités qui seront dorénavant conduites par un exploitant de CFI pour le compte d'immigrants investisseurs, autres que les activités conduites dans le cadre du PII, pourront constituer des TFIA, pour autant que ces activités respectent les diverses exigences par ailleurs prévues par la législation. Toutefois, les activités de prêts et de dépôts d'argent, celles de services fiduciaires, celles de montage financier ainsi que les activités de courtier et de conseiller en valeurs menées par un exploitant de CFI, après la date de la publication du présent bulletin d'information, auprès d'immigrants investisseurs dans le cadre de leur participation au PII, ne constitueront plus, en elles-mêmes, des TFIA pour l'application du régime des CFI.

2.12 Augmentation de la superficie disponible de certains sites désignés

Les sociétés admissibles qui s'installent dans certains sites désignés peuvent bénéficier d'une aide fiscale lorsqu'elles exercent des activités admissibles. Ces sites désignés comprennent entre autres les Centres de développement des technologies de l'information (CDTI) et les Carrefours de la nouvelle économie (CNE).

En raison du nombre important de sociétés qui ont déjà indiqué leur intention de réaliser des activités dans ces sites désignés, la superficie disponible de certains de ces sites sera augmentée.

☐ Augmentation de la superficie du CDTI de Montréal

Les mesures relatives aux CDTI ont été instaurées à l'occasion du Discours sur le budget du 25 mars 1997. Sommairement, ces mesures visent à soutenir les sociétés qui s'engagent à réaliser, à l'intérieur d'immeubles désignés, des projets novateurs dans le domaine des nouvelles technologies de l'information et des communications. La superficie du CDTI de Montréal sera augmentée.

De façon plus particulière, le CDTI de Montréal est actuellement constitué d'une désignation générale d'espaces locatifs ne devant pas excéder une superficie totale de 30 000 mètres carrés, pouvant être situés dans tout immeuble désigné de la Cité du multimédia.

Cette superficie totale sera augmentée, passant de 30 000 mètres carrés à 50 000 mètres carrés.

Dans ce contexte, Investissement Québec veillera à ce que la désignation d'espaces locatifs n'excède pas, à tout moment, cette limite de 50 000 mètres carrés.

☐ **Augmentation de la superficie totale disponible des CNE**

Les mesures relatives aux CNE ont été instaurées à l'occasion du Discours sur le budget du 9 mars 1999. Sommairement, un CNE désigne le regroupement de certaines entreprises qui sont exploitées à l'intérieur d'une superficie disponible accordée à chacune des régions du Québec. Dans une région donnée, un même CNE peut être établi dans plus d'un centre urbain, selon les besoins de la région.

Les sociétés admissibles qui s'installent dans un immeuble désigné d'un CNE peuvent bénéficier de l'aide fiscale spécifiquement applicable aux CNE, soit un crédit d'impôt remboursable sur les salaires de leurs employés, ou encore de l'aide fiscale applicable aux CDTI si elles y réalisent un projet novateur.

Le document intitulé « Une stratégie fiscale intégrée pour l'économie du savoir », publié dans le cadre du Discours sur le budget du 9 mars 1999, indiquait que les CNE seraient implantés dans toutes les régions du Québec, et que la superficie totale disponible, au départ, serait de 45 000 mètres carrés. Ce document précisait également la répartition de cette superficie entre les régions et prévoyait qu'une fois un site entièrement occupé, le ministre des Finances pourrait octroyer des superficies additionnelles aux régions concernées.

Par ailleurs, le 6 octobre 2000⁸, cette superficie totale a été portée de 45 000 mètres carrés à 75 000 mètres carrés.

⁸ Bulletin d'information 2000-5 du ministère des Finances du Québec.

En raison du succès obtenu avec cette mesure fiscale et dans le but de permettre à un plus grand nombre de sociétés d'en bénéficier, la superficie totale disponible pour l'ensemble des régions du Québec sera de nouveau augmentée pour être portée à 100 000 mètres carrés. Par ailleurs, les responsabilités de désigner les immeubles et les superficies attribuables à chaque région seront assumées par Investissement Québec.

Ainsi, Investissement Québec désignera les immeubles et veillera à ce que la superficie totale des immeubles désignés, pour l'ensemble des régions du Québec, n'excède pas, à tout moment, 100 000 mètres carrés.

Il y a toutefois lieu de préciser que cette superficie globale ne comprend pas les parties des superficies des CDTI dans les villes de Hull, Laval, Montréal, Sherbrooke et Québec, qui peuvent être utilisées pour accueillir des sociétés qui désirent réaliser des activités admissibles à l'aide fiscale applicable aux CNE.

3. MESURES CONCERNANT LES TAXES À LA CONSOMMATION

3.1 Mesures pour favoriser l'observation des règles fiscales dans l'industrie du vêtement

L'industrie du vêtement est un secteur où l'évasion fiscale est importante, et ce, tant en matière de taxe de vente du Québec (TVQ) que d'impôt sur le revenu. Or, les efforts déployés par le ministère du Revenu du Québec (MRQ) au cours des dernières années pour récupérer les sommes dues au gouvernement dans ce secteur d'activité, n'ont pas suffi à y enrayer ce phénomène qui se manifeste notamment sous la forme d'un stratagème de facturation fictive de services de sous-traitance.

En plus d'être inéquitable pour l'ensemble des contribuables qui respectent leurs obligations fiscales, cette délinquance observée chez certaines entreprises de l'industrie du vêtement, pénalise les autres entreprises de ce secteur d'activité qui doivent alors faire face à une concurrence déloyale.

Afin de corriger cette problématique commune, le MRQ a consulté les intervenants de l'industrie du vêtement et a mis en place un groupe de travail ministériel chargé de trouver des moyens susceptibles de favoriser une meilleure observation des règles fiscales dans cette industrie. Il ressort des travaux de ce groupe qu'il importe de permettre au MRQ d'accélérer son rythme d'intervention, pour qu'il puisse assurer un suivi plus efficace des activités de sous-traitance dans l'industrie du vêtement. De plus, il y a lieu d'exiger davantage de renseignements à l'égard des transactions intervenant dans le cadre du processus de fabrication d'un vêtement, de façon à mieux identifier la main-d'œuvre y participant.

Aussi, des modifications seront apportées à la législation fiscale afin d'introduire de nouvelles mesures permettant d'atteindre ces objectifs, lesquelles seront applicables aux inscrits dans le régime de la TVQ faisant affaire dans le secteur de la fabrication de vêtements.

☐ **Obligation de produire les déclarations de TVQ mensuellement**

De façon générale, la période de déclaration d'un inscrit est établie en fonction de l'importance des fournitures taxables qu'il effectue au Canada au cours de son exercice. Ainsi, la fréquence de production des déclarations de TVQ d'un inscrit peut être, selon le cas, mensuelle, trimestrielle ou annuelle.

Afin d'augmenter la fréquence de production des déclarations de TVQ dans le secteur de la fabrication de vêtements, le régime de taxation québécois sera modifié de sorte que la période de déclaration d'un inscrit faisant affaire dans ce secteur corresponde obligatoirement à son mois d'exercice.

☐ **Obligation de produire une déclaration de renseignements**

Par ailleurs, un inscrit faisant affaire dans le secteur de la fabrication de vêtements devra joindre à sa déclaration de TVQ produite pour une période, une déclaration de renseignements concernant les fournitures relatives à la fabrication de vêtements effectuées au Canada dont il est l'acquéreur, en utilisant le formulaire prescrit par le ministre du Revenu.

Plus particulièrement, l'inscrit devra y indiquer les renseignements suivants :

- tout montant exigé pour la réalisation d'une fourniture portant sur la fabrication de vêtements devenu dû par lui au cours de la période de déclaration et n'ayant pas été payé au cours d'une période de déclaration antérieure, ainsi que tout montant exigé pour la réalisation d'une telle fourniture qui a été payé au cours de la période de déclaration avant d'être devenu dû;
- la date à laquelle chaque montant déclaré est ainsi devenu dû ou a été payé;
- la TVQ applicable, le cas échéant, à chaque montant déclaré;
- les renseignements prescrits par le ministre du Revenu permettant d'identifier le fournisseur ayant exigé chaque montant déclaré.

Une telle déclaration devra être systématiquement produite par l'inscrit à l'égard de chacune de ses périodes de déclaration, et ce, même si aucun montant n'est devenu dû ou n'a été payé par lui au cours de la période.

☐ **Défaut de produire une déclaration de renseignements**

En plus des pénalités pouvant par ailleurs lui être appliquées en vertu de la législation fiscale, un inscrit qui omettra de faire une déclaration de renseignements ou de fournir un des renseignements requis, ne pourra ni demander un remboursement de la taxe sur les intrants (RTI) à l'égard d'un montant non déclaré ou pour lequel des renseignements n'ont pas été fournis, ni déduire ce montant dans le calcul de son revenu ni, si le montant est relatif à un bien compris dans ses stocks, le considérer dans le calcul du coût des marchandises vendues par lui.

Le ministre du Revenu pourra cependant, à sa discrétion, accepter la déclaration tardive par un inscrit d'un montant ou d'un renseignement y afférent, afin de lui accorder le RTI relatif à ce montant, de lui permettre de déduire le montant dans le calcul de son revenu ou encore de le considérer dans le calcul du coût des marchandises vendues par lui.

☐ **Inscrit faisant affaire dans le secteur de la fabrication de vêtements**

Pour l'application de ces mesures, l'expression « inscrit faisant affaire dans le secteur de la fabrication de vêtements » désignera un inscrit qui fabrique ou fait fabriquer, en tout ou en partie, des vêtements, à l'exclusion d'un inscrit qui, selon le cas :

- fabrique uniquement des vêtements sur mesure pour des particuliers;
- fabrique ou fait fabriquer des vêtements uniquement afin d'en faire la vente au détail, c'est-à-dire une vente effectuée à une personne qui achète le vêtement à des fins autres que la revente;
- fabrique ou fait fabriquer des vêtements uniquement afin de les utiliser dans le cadre de ses activités.

Quant à l'expression « vêtement », elle ne comprendra pas les chaussures ni les bijoux.

□ **Date d'application**

Ces mesures s'appliqueront à compter du 1^{er} janvier 2002, sauf pour un inscrit dont l'exercice ne correspond pas à l'année civile. Dans ce dernier cas, elles s'appliqueront à compter du premier mois d'exercice de l'inscrit commençant après le 31 décembre 2001.

Par ailleurs, la période de déclaration d'un inscrit commençant avant le 1^{er} janvier 2002 et se terminant après le 31 décembre 2001 sera réputée se terminer le jour précédant celui du début de son premier mois d'exercice commençant après le 31 décembre 2001, et sa déclaration de TVQ pour cette période devra être produite dans le mois suivant le jour où elle se termine.

3.2 Application de la taxe spécifique sur l'hébergement dans les régions touristiques de Charlevoix et de l'Outaouais

Le gouvernement a mis sur pied un fonds de partenariat touristique afin de renforcer et de soutenir la promotion et le développement touristiques du Québec. Le financement de ce fonds est assuré en partie par une taxe spécifique sur l'hébergement de 2 \$ par nuitée qui peut être appliquée, depuis le 1^{er} avril 1997, à chaque unité d'hébergement louée dans un établissement d'hébergement situé dans une région touristique du Québec qui en fait la demande au gouvernement par le biais de son association touristique régionale (ATR).

Les revenus générés par cette taxe, déduction faite des coûts reliés à son administration, sont retournés aux régions participantes et les sommes ainsi retournées sont utilisées selon les modalités convenues dans le cadre d'un protocole d'entente intervenant entre Tourisme Québec et les ATR. Cette taxe est actuellement applicable dans les régions touristiques de Montréal et de Laval et elle le sera aussi dans la région touristique de Québec à compter du 1^{er} juillet 2001.

À la suite de demandes présentées par les ATR de Charlevoix et de l'Outaouais, la taxe spécifique sur l'hébergement s'appliquera également dans ces régions touristiques, et ce, à compter du 1^{er} octobre 2001.

Ainsi, cette taxe sera applicable à l'égard de toute unité d'hébergement louée dans un établissement d'hébergement situé dans les régions touristiques de Charlevoix et de l'Outaouais, lorsque l'unité d'hébergement sera facturée par l'exploitant de l'établissement après le 30 septembre 2001 pour occupation après cette date.

Toutefois, l'exploitant d'un établissement d'hébergement n'aura pas à prépercevoir la taxe à l'égard d'unités d'hébergement facturées à un intermédiaire de voyage, lorsque le prix de ces unités aura été fixé dans le cadre d'une entente intervenue avant le 1^{er} octobre 2001 entre l'exploitant de l'établissement et l'intermédiaire de voyage et que l'occupation par la clientèle touristique s'effectuera entre le 30 septembre 2001 et le 1^{er} juillet 2002.

La liste des municipalités comprises dans les régions touristiques de Charlevoix et de l'Outaouais est présentée en annexe.

3.3 Précision concernant les renseignements et les documents pouvant être exigés par une demande péremptoire

L'article 39 de la *Loi sur le ministère du Revenu* (LMR) prévoit que le ministre du Revenu peut requérir, par une demande péremptoire, la production de renseignements exigibles en vertu d'une loi fiscale d'une personne assujettie ou non au paiement d'un droit.

Ce pouvoir est notamment utilisé afin d'obtenir d'un tiers tout renseignement jugé pertinent pour l'application et l'exécution d'une loi fiscale, par exemple pour percevoir un montant dû par un débiteur fiscal.

Or, la Cour du Québec a récemment décidé que les renseignements exigibles aux termes de l'article 39 de la LMR doivent l'être en vertu d'une loi fiscale. Un tiers ne saurait donc être contraint, en application de cet article, à produire des renseignements en l'absence d'une obligation légale à cet effet.

Aussi, afin de dissiper toute ambiguïté quant à la portée de l'article 39 de la LMR, une modification y sera apportée de façon à préciser que les renseignements et les documents visés par cet article sont relatifs à l'application et à l'exécution d'une loi fiscale, notamment pour la perception d'un montant payable par une personne.

Cette modification entrera en vigueur à la date de la sanction du projet de loi y donnant suite.

4. MESURES CONCERNANT L'HARMONISATION

4.1 Avis de motion de voies et moyens du 16 mars 2001

Le 16 mars 2001, le secrétaire d'État aux Institutions financières internationales, agissant au nom du ministre des Finances du Canada, rendait public, par voie de communiqué⁹, un avis de motion de voies et moyens visant la mise en œuvre de diverses modifications à la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.I.R.) et à certaines lois connexes qui, pour la plupart, figuraient dans le projet de loi C-43, déposé en première lecture en septembre 2000, ou dans les avant-projets de modifications législatives déposés le 8 août 2000¹⁰ et le 21 décembre 2000¹¹. Cet avis de motion de voies et moyens contient également certaines autres mesures n'ayant pas déjà fait l'objet d'une annonce.

Le ministère des Finances du Québec a déjà fait connaître, à l'égard des mesures qui avaient été proposées par le gouvernement fédéral au cours de l'année 2000, la liste de celles qui seraient intégrées à la législation et à la réglementation fiscales québécoises, notamment dans le cadre des Renseignements supplémentaires accompagnant les Discours sur le budget du 14 mars 2000 et du 29 mars 2001, ainsi que dans le cadre des Bulletins d'information 99-1 du 30 juin 1999 et 2000-7 du 27 octobre 2000.

À la liste des mesures retenues s'ajouteront certaines des modifications et des nouvelles propositions législatives dont il est fait état dans le document d'information accompagnant le communiqué publié le 16 mars 2001 par le ministère des Finances du Canada. Cependant, ces modifications ou propositions ne seront adoptées qu'après la sanction de toute loi fédérale¹² ou l'adoption de tout règlement fédéral y donnant suite, en tenant compte des modifications techniques qui pourront y avoir été apportées avant la sanction ou l'adoption, et seront généralement applicables aux mêmes dates qu'elles le seront pour l'application de l'impôt fédéral.

⁹ Communiqué 2001-029 du ministère des Finances du Canada.

¹⁰ Communiqué 2000-059 du ministère des Finances du Canada.

¹¹ Communiqué 2000-101 du ministère des Finances du Canada.

¹² La loi fédérale donnant suite à ces modifications et propositions a été sanctionnée le 14 juin 2001.

❑ Mesures retenues

Plus particulièrement, la législation et la réglementation fiscales québécoises seront modifiées pour y intégrer, en les adaptant en fonction de leurs principes généraux, les nouvelles modifications et propositions législatives relatives :

- aux règles du paragraphe 7(1.7) L.I.R. concernant les droits découlant d'options d'achat d'actions ne pouvant plus être exercés;
- à la modification de la définition de l'expression « compte de dividendes en capital » du paragraphe 89(1) L.I.R.;
- aux modifications techniques visant l'alinéa 73(1.02)b) L.I.R. et les paragraphes 104(1.1) et 104(4) L.I.R. et aux modifications de la définition de l'expression « coût indiqué » prévue au paragraphe 108(1) L.I.R.;
- aux règles concernant les transferts de biens d'une fiducie avec droit de retour prévues par le paragraphe 107(4.1) L.I.R.;
- aux dispositions transitoires applicables aux règles sur la minimisation des pertes prévues au paragraphe 112(3) L.I.R.;
- aux taux d'inclusion des gains en capital des fonds réservés prévus au paragraphe 138.1(3.1)¹³ L.I.R.;
- aux allègements transitoires pour la conversion d'une filiale canadienne en succursale de banque étrangère prévus notamment par les paragraphes (1), (2), (4), (7), (11), (12) et (14) de l'article 142.7 L.I.R.;
- aux ajouts faits aux modifications antérieurement annoncées relativement aux règles applicables aux activités courantes des succursales de banques étrangères et affectant notamment le sous-alinéa 115(1)a)(ii) L.I.R., les paragraphes 20.2(1), 116(6), 181.3(1) et 248(1) L.I.R., ainsi que les articles 126.3, 146, 146.1, 190.11 et 204 L.I.R.;
- à l'application à un fonds enregistré de revenu de retraite de la mesure transitoire accompagnant l'introduction de la définition de l'expression « disposition » prévue au paragraphe 248(1) L.I.R.

¹³

Le document d'information accompagnant le Communiqué fédéral 2001-029 du 16 mars 2001 semble contenir une inversion de chiffres en référant au paragraphe 138.1(1.3) L.I.R.

Par ailleurs, pour plus de précision, bien que le ministère des Finances se soit déjà prononcé à ce sujet¹⁴, il convient d'indiquer que, de façon générale, la législation et la réglementation fiscales québécoises seront modifiées pour y intégrer, en les adaptant en fonction de leurs principes généraux, les modifications législatives relatives aux fiducies et à leurs bénéficiaires. Il doit cependant être souligné que les transferts de biens sans incidence fiscale immédiate prévus par ces modifications, seront soumis aux règles visant à empêcher l'évitement de l'impôt provincial dans les cas où des choix distincts sont possibles en vertu des législations fiscales fédérale et québécoise.

☐ **Mesures non retenues**

Toutefois, certaines de ces mesures n'ont pas été retenues parce qu'elles ne correspondent pas aux caractéristiques du régime d'imposition du Québec ou parce que ce dernier ne contient pas de dispositions correspondantes. Il s'agit des mesures relatives à la définition de l'expression « rattaché » de l'article 186 L.I.R et aux règles concernant l'imposition des paiements faits à des acteurs non-résidents et à leurs sociétés prévues aux articles 115 et 212 L.I.R.

☐ **Précisions apportées à certaines modalités d'harmonisation annoncées antérieurement**

Des précisions sont apportées aux modalités d'harmonisation annoncées antérieurement¹⁵ à l'égard du choix offert à un particulier lorsqu'une société dont il est actionnaire cesse d'être une société privée¹⁶. Ces précisions visent à empêcher l'évitement de l'impôt provincial dans les cas où des choix distincts sont possibles en vertu des législations fiscales fédérale et québécoise.

Ainsi, les règles visant à empêcher l'évitement de l'impôt provincial dans les cas où des choix distincts sont possibles, en vertu des législations fiscales fédérale et québécoise, s'appliqueront à l'égard du choix prévu par ces règles fiscales.

¹⁴ Bulletins d'information du ministère des Finances du Québec 96-5 du 22 novembre 1996 et 99-1 du 30 juin 1999.

¹⁵ Discours sur le budget du 14 mars 2000.

¹⁶ Cette modification a initialement été annoncée dans le cadre du Discours sur le budget fédéral du 28 février 2000, soit la résolution budgétaire 11. Il s'agit de l'article 33 de l'avis de motion de voies et moyens publié le 16 mars 2001.

De façon plus détaillée, un particulier qui effectuera un choix en vertu de ces règles à l'égard d'une action pour l'application de la législation fédérale sera réputé effectuer le même choix pour l'application de la législation québécoise. Aussi, un particulier qui n'effectuera pas de choix à l'égard d'une action pour l'application de la législation fiscale fédérale ne pourra effectuer un choix à l'égard de cette action pour l'application de la législation fiscale québécoise.

De façon générale, ces règles visant à empêcher l'évitement de l'impôt provincial ne s'appliqueront qu'à l'égard des choix effectués après la date de la publication du présent bulletin d'information.

Ainsi, un particulier qui effectuera, après la date de la publication du présent bulletin d'information, un choix en vertu de ces règles à l'égard d'une action pour l'application de la législation fédérale, sera réputé effectuer le même choix pour l'application de la législation québécoise, et ce, sans égard au fait qu'il ait, avant le jour qui suit celui de la publication du présent bulletin d'information, effectué un choix différent à l'égard de cette action pour l'application de la législation québécoise.

De la même manière, un particulier qui n'effectuera pas de choix à l'égard d'une action pour l'application de la législation fiscale fédérale, ne pourra, après la date de la publication du présent bulletin d'information, effectuer un choix à l'égard de cette action pour l'application de la législation québécoise.

Dans le cas d'un particulier qui a déjà, avant le jour qui suit celui de la publication du présent bulletin d'information, effectué un choix en vertu de ces règles à l'égard d'une action pour l'application de la législation fédérale, et ce, sans avoir effectué un choix à l'égard de cette action pour l'application de la législation québécoise, ne pourra effectuer un tel choix distinct pour l'application de la législation québécoise.

Toutefois, dans un tel cas, le particulier pourra choisir que les règles visant à empêcher l'évitement de l'impôt provincial s'appliquent à cette action, auquel cas il sera réputé effectuer le même choix pour l'application de la législation québécoise. Un tel choix devra toutefois être effectué par un particulier au plus tard à la date d'échéance de production qui lui est applicable pour son année d'imposition qui comprendra la date de la sanction de la loi donnant suite à cet élément.

4.2 Communiqué du ministère des Finances du Canada du 12 avril 2001

Le 12 avril 2001, le ministre des Finances du Canada a proposé, par voie de communiqué¹⁷ des modifications à la *Loi sur la taxe d'accise* se traduisant par des ajouts à la liste des produits détaxés sous le régime de cette loi. Il a également proposé, à cette occasion, l'ajout de certains organismes au *Règlement sur le remboursement fédéral pour livres (TPS/TVH)*.

Conformément au principe d'harmonisation substantielle des régimes de la taxe de vente du Québec (TVQ) et de la taxe sur les produits et services, sous réserve des particularités québécoises et en tenant compte du contexte provincial, le régime de taxation québécois sera modifié afin d'y intégrer, en les adaptant en fonction de ses principes généraux, les mesures législatives fédérales relatives aux produits détaxés.

Toutefois, la mesure réglementaire concernant le remboursement fédéral pour livres ne sera pas retenue, car le régime de la TVQ est satisfaisant à cet égard.

Les mesures d'harmonisation retenues ne seront adoptées qu'après la sanction de toute loi fédérale découlant du Communiqué 2001-041, en tenant compte des modifications techniques qui pourront y être apportées avant la sanction. Elles seront applicables aux mêmes dates que celles prévues dans le régime de taxation fédéral.

¹⁷ Communiqué 2001-041 du ministère des Finances du Canada.

ANNEXE

MUNICIPALITÉS COMPRISES DANS LA RÉGION TOURISTIQUE DE CHARLEVOIX

- Baie-Saint-Paul
- Baie-Sainte-Catherine
- Clermont
- La Malbaie
- Les Éboulements
- L'Isle-aux-Coudres
- Notre-Dame-des-Monts
- Petite-Rivière-Saint-François
- Saint-Hilarion
- Saint-Joseph-de-la-Rive
- Saint-Aimé-des-Lacs
- Saint-Irénée
- Saint-Siméon (Village)
- Saint-Siméon (Paroisse)
- Saint-Urbain

MUNICIPALITÉS COMPRISES DANS LA RÉGION TOURISTIQUE DE L'OUTAOUAIS

- Alleyn-et-Cawood
- Aumond
- Aylmer
- Blue-Sea
- Boileau
- Bois-Franc
- Bouchette
- Bowman
- Bristol
- Bryson
- Buckingham
- Campbell's Bay
- Cantley
- Cayamant
- Chelsea
- Chénéville
- Chichester
- Clarendon
- Déléage
- Denholm
- Duhamel

- Egan-Sud
- Fassett
- Fort-Coulonge
- Gatineau
- Gracefield
- Grand-Calumet
- Grand-Remous
- Hull
- Kazabazua
- Lac-des-Plages
- Lac-Sainte-Marie
- Lac-Simon
- L'Ange-Gardien
- La Pêche
- Leslie-Clapham-et-Huddersfield
- L'Isle-aux-Alumettes
- Litchfield
- Lochaber
- Lochaber-Partie-Ouest
- Low
- Lytton
- Maniwaki

- Mansfield-et-Pontefract
- Masson-Angers
- Mayo
- Messines
- Montcerf
- Montebello
- Montpellier
- Mulgrave-et-Derry
- Namur
- Northfield
- Notre-Dame-de-Bon-Secours-Partie-Nord
- Notre-Dame-de-la-Paix
- Notre-Dame-de-la-Salette
- Papineauville
- Plaisance
- Pontiac
- Portage-du-Fort
- Rapides-des-Joachims
- Ripon
- Saint-André-Avellin
- Saint-Émile-de-Suffolk
- Saint-Sixte

- Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau
- Shawville
- Sheen-Esher-Aberdeen-et-Malakoff
- Thorne
- Thurso
- Val-des-Bois
- Val-des-Monts
- Waltham
- Wright